

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

SWISSLIFE BANQUE PRIVÉE

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 37 902 080 €

Siège social : 7, place Vendôme – 75001 PARIS

382 490 001 R.C.S. Paris

Documents comptables approuvés par l'assemblée générale mixte du 21 mai 2025**A. – Comptes sociaux publiables au 31 décembre 2024****I. – Bilan**

(En euros.)

Actif		31/12/2024	31/12/2023
Opérations interbancaires et assimilées			
Caisse, Banques centrales, CCP		1 497 335 850	1 656 387 402
Effets publics et effets assimilés			
Créances sur les établissements de crédit		78 067 054	106 675 870
Total opérations interbancaires et assimilées			
Opérations avec la clientèle	3 499 983	1 575 402 904	1 763 063 272
Opérations de crédit-bail et assimilées		1 474 537 629	1 369 742 864
Opérations sur titres			
Obligations et autres titres à revenu fixe		0	0
Actions et autres titres à revenu variable	22 275	0	105 036
Total opérations sur titres		0	105 036
Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme			
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille		321 914	359 665
Participations et parts dans les entreprises liées		10 851 375	10 826 375
Parts dans les entreprises mises en équivalence			
Total participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme		11 173 289	11 186 040
Immobilisations corporelles et incorporelles			
Immobilisations corporelles	7 009 044	1 613 523	1 890 674
Immobilisations incorporelles	15 388 704	10 899 437	11 029 447
Total immobilisations corporelles et incorporelles	22 397 749	12 512 960	12 920 120
Ecarts d'acquisition			
Comptes de régularisation et actifs divers			
Autres actifs	293 957	28 995 732	61 636 167
Comptes de régularisation		16 400 904	19 088 323
Total comptes de régularisation et actifs divers		45 396 636	80 724 491
Total actif	26 213 963	3 119 023 418	3 237 741 824

Passif	31/12/2024	31/12/2023
Opérations interbancaires et assimilées		
Banques centrales, CCP	0	0
Dettes envers les établissements de crédit	381 192	52 099
Total opérations interbancaires et assimilées	381 192	52 099
Opérations avec la clientèle	2 685 714 888	2 609 970 794
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse		
Titres du marché interbancaire		
Titres de créances négociables	0	0
Emprunts interbancaires		
Autres dettes représentées par un titre		
Total dettes représentées par un titre	0	0
Comptes de régularisation et passifs divers		
Autres passifs	203 586 576	424 630 556
Comptes de régularisation	53 163 255	45 873 458
Total comptes de régularisation et passifs divers	256 749 831	470 504 014
Ecarts d'acquisition		
Provisions pour risques et charges	3 025 535	3 340 900
Dettes subordonnées	13 023 975	

Fonds pour risques bancaires généraux	378 674	378 674
Capitaux propres (part du groupe)		
Capital	37 902 080	37 902 080
Primes d'émission	19 834 929	19 834 929
Réserves	8 229 852	8 229 852
Report à nouveau	50 076 488	42 377 244
Résultat en attente d'affectation	0	
Résultat	43 705 973	45 151 237
Total capitaux propres (part du groupe)	159 749 323	153 495 343
Total passif	3 119 023 418	3 237 741 824

Hors Bilan	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés		
Engagements de financement		
Engagements en faveur d'établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	35 021 651	44 034 953
Total engagements de financement	35 021 651	44 034 953
Engagements de garantie		
Engagements d'ordre d'établissements de crédits		
Engagements d'ordre de la clientèle	7 991 160	11 222 303
Total engagements de garantie	7 991 160	11 222 303
Engagements sur titres		
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements donnés		
Total engagements sur titres		
Total engagements donnés	43 012 811	55 257 256
Engagements reçus		
Engagements de financement		
Engagements reçus d'établissements de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Total engagements de financement		
Engagements de garantie		
Engagements reçus d'établissements de crédits		
Engagements reçus de la clientèle	1 746 270 250	1 663 461 316
Total engagements de garantie	1 746 270 250	1 663 461 316
Engagements sur titres		
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements reçus		
Total engagements sur titres		
Total engagements reçus	1 746 270 250	1 663 461 316

II. – Compte de résultat

(En euros.)	31/12/2024 Total	31/12/2023 Total
Produits nets d'intérêts et assimilés		
Intérêts et produits assimilés	108 407 272	104 595 911
Intérêts et charges assimilés	-69 687 340	-63 311 734
Revenus des titres à revenu variable	1 691 256	1 616 455
Total produits nets d'intérêts et assimilés	40 411 187	42 900 632
Commissions nettes	78 666 056	75 931 999
Produits nets sur opérations du portefeuille de négociation	41 171	1 384
Produits nets sur opérations du portefeuille de placement et assimilés	1 102 231	1 749 834
Autres produits et charges d'exploitation bancaire		
Autres produits d'exploitation bancaire	1 483 104	1 463 458
Autres charges d'exploitation bancaire		
Total autres produits et charges d'exploitation bancaire	1 483 104	1 463 458
Produit net bancaire	121 703 750	122 047 306
Charges générales d'exploitation	-60 593 745	-58 153 739
Frais de personnel	-36 621 746	-36 609 190
Autres frais administratifs	-23 971 999	-21 544 549
Amortissements et provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	-977 459	-1 345 468

Résultat brut d'exploitation	60 132 546	62 548 099
Coût du risque	131 533	-1 158 324
Résultat d'exploitation	60 264 079	61 389 775
Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence		
Produits nets sur actifs immobilisés	-9 741	0
Résultat courant avant impôt	60 254 338	61 389 775
Résultat net exceptionnel		
Impôts sur les bénéfices	-16 548 365	-16 238 538
Amortissements des écarts d'acquisition		
Dotations nettes aux fonds pour risques bancaires généraux		
Résultat net	43 705 973	45 151 237

III. – Annexe aux comptes sociaux au 31 décembre 2024

1) Faits marquants de l'exercice 2024

L'année 2024 s'est terminée dans un contexte morose de tensions économiques et politiques en France et à l'étranger. Cependant, SwissLife Banque Privée est parvenue afficher un nouveau record de sa performance financière. Nos actifs sous gestion ont dépassé 7,7 milliards, notre chiffre d'affaires de 121,7 M€ est au même niveau que le PNB de 2023 alors même que nous avons aligné à la baisse nos marges sur produits structurés commercialisés par le réseau propriétaire des sociétés d'assurance du groupe pour les rapprocher des prix de marché, un résultat avant impôt de plus de 60 M€ ce qui fait de notre banque l'une des plus profitables de son secteur d'activité. La banque a connu de nombreux succès commerciaux avec notamment, une nouvelle très belle année pour les produits structurés, le bouclage du prestigieux club deal Courchevel ou le brillant succès de l'introduction en bourse de la société Odyssée par notre équipe IPO. Nos risques sont restés bien maîtrisés avec des pertes opérationnelles maintenues à un étiage très bas grâce à la vigilance des équipes opérationnelles, de contrôle et de risques et nous avons absorbé quantité de nouvelles exigences réglementaires.

Nous avons aussi activement préparé le futur, par des investissements réussis :

1. dans notre plateforme informatique avec Salesforce et la protection de nos données vers les meilleurs standards de sécurité,
2. dans notre système de contrôle et de conformité qui devient une référence au sein du groupe,
3. dans notre société de gestion SLGP qui se donne les moyens de promouvoir les excellentes performances de ses mandats et fonds, quatre de ses fonds ayant obtenu le meilleur classement possible (5 étoiles Morningstar)
4. dans le modèle Private Insurer grâce aux initiatives SwissLife Gestion de Fortune et courtage qui démarrent de façon très prometteuse.

Nous avons convaincu nos actionnaires d'augmenter nos fonds propres pour accélérer notre croissance, investi dans le marketing et la communication avec des campagnes publicitaires prestigieuses, fait de nombreux recrutements de qualité. Et obtenu la reconnaissance de nos pairs en obtenant le prix CFNews Eurinvest de l'expertise de la meilleure banque privée. Il est à noter que la banque a remboursé spontanément des crédits d'impôts recherche déduits lors des exercices précédents pour 1.3 M€.

Evènements postérieurs à la clôture

Les états financiers de SwissLife Banque Privée ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité. Aucun événement postérieur à la clôture n'est intervenu, de nature à remettre en cause ce principe.

2) Note sur les principes et méthodes comptables

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2024 sont établis selon les règles applicables en France et résultant :

- Du Code de Commerce (Loi du 30 avril 1983)
- Du Plan Comptable des établissements de crédit

Principes généraux

Au terme de l'article L-123 du Code de Commerce, les comptes annuels ont été établis suivant les principes comptables résultant de la réglementation en vigueur et plus particulièrement ceux de continuité de l'exploitation, de permanence des méthodes, de prudence, d'indépendance des exercices, en vue d'assurer régularité et sincérité et donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entreprise.

Swisslife Banque Privée est société mère d'un groupe constitué par elle-même, elle détient 100 % de sa filiale SwissLife Gestion Privée. Des comptes consolidés sont produits par ailleurs.

Principes spécifiques

Les comptes annuels de la banque ont été établis conformément aux dispositions du règlement 2014-07 de l'ANC relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Ils sont présentés conformément aux dispositions du chapitre 2 dudit règlement.

3) Conversion des opérations libellées en devises

Les créances et les dettes figurant au bilan sont évaluées au taux de change au comptant en vigueur à la clôture de l'exercice. Les produits et les charges enregistrés en monnaies étrangères sont convertis en euros au jour le jour.

4) Crédits à la clientèle

SwissLife Banque privée octroie des crédits à sa clientèle et à celle des réseaux de SwissLife France contre des garanties financières et hypothécaires. Ces crédits sont quasiment tous à taux variable basés sur le taux Euribor 3 mois. Les crédits qui ne sont pas standards notamment en matière de marge ou qui dépassent 500 K€ sont présentés au comité des engagements qui statue sur l'octroi. Les garanties représentent, sauf exception validée par le comité des engagements, au moins 120 % de l'engagement et font l'objet d'un stress scénario au moins une fois par trimestre, plus fréquemment en cas de mouvements baissiers significatifs sur les marchés boursiers. Malgré un encours de crédit de plus de 1.4 milliard d'euros, le ratio de solvabilité représentait 15.85 % au 31/12/2024. Les crédits à la clientèle sont comptabilisés au bilan pour la part débloquée et au hors bilan pour la part non débloquée du nominal. Ainsi, un crédit échu passe en créances exigibles, et une créance exigible de plus de 90 jours passera en créance douteuse. De même, lorsque le bénéficiaire d'un crédit non échu présente un risque avéré de non-remboursement à terme, le comité des engagements prononce la déchéance du ou des prêts relatifs à ce bénéficiaire ce qui entraîne la comptabilisation du ou des prêts en créance douteuse. Ainsi, au 31 décembre 2024, 3 dossiers figurent en clients douteux pour un total de 31,9 M€. Le provisionnement éventuel de la créance douteuse dépend des garanties réalisables liées à ce prêt. Du point de vue du ratio de solvabilité, la partie non couverte par les garanties décotées selon les articles appropriés du CRR sont pondérées à 150 % après déduction des garanties financières pondérées en application de l'article 127 dudit règlement.

5) Le portefeuille-titres

Classés dans le bilan en « titres à revenu fixe » et « titres à revenu variable », les titres sont comptabilisés et évalués suivant trois catégories : transaction, placement et investissement, selon le règlement ANC 2014-07.

*** Les titres de transaction (ou en juste valeur par le résultat)**

Sont classés en titres de transaction dès lors qu'à l'origine l'établissement a l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme, ou qu'ils sont détenus par un établissement mainteneur du marché.

Dans la très grande majorité des cas, sont classés dans cette catégorie les positions issues d'erreurs dans l'exécution ou la gestion des comptes et ordres de bourse de la clientèle dans l'attente d'un dénouement qui intervient dans les jours suivants.

*** Les titres de placement (ou disponibles à la vente)**

Sont classés en titres de placement les titres acquis dans un objectif de revenu direct ou de plus-value. Ils regroupent les valeurs mobilières, en particulier les parts d'OPCVM, et les titres de créances négociables.

Ces titres sont inscrits au bilan à leur coût d'achat frais exclus.

A la clôture d'exercice, s'ils sont cotés, ces titres sont évalués sur la base du dernier cours connu, et dans le cas contraire, d'après leur valeur probable de négociation. Les parts d'OPCVM font l'objet d'une évaluation d'après leur dernière valeur liquidative connue et les éventuelles plus-values ne sont pas comptabilisées mais fiscalement réintégrées.

Seules les moins-values pour dépréciation sont constatées et enregistrées en compte de charges.

Il est à noter que des CAPs de taux souscrits pour limiter l'impact de la hausse des taux ont tous été vendus ou sont arrivés à échéance au cours de l'année 2024.

*** Les titres d'investissement (ou titres conservés jusqu'à l'échéance)**

Le critère unique et nécessaire est l'intention manifeste de détenir des titres jusqu'à l'échéance assorti de l'obligation de justifier de la capacité financière nécessaire pour les financer jusqu'à l'échéance.

Les principes d'évaluation des titres d'investissement demeurent inchangés. L'amortissement des primes et décotes se calcule désormais de façon actuarielle. La détention de tels titres n'est cependant pas prévue par la politique des risques de la banque.

6) Titres de filiales

Ces titres sont inscrits au bilan pour leur valeur d'acquisition et sont évalués à leur valeur d'usage, c'est-à-dire en fonction de l'utilité qu'ils procurent à son détenteur et non de sa valeur marchande ou valeur vénale. Leur prix de revient intègre les droits d'enregistrement payés pour leur acquisition.

Conformément à l'article 2352-6 du règlement ANC 2014-07 et des autres textes de référence, la valeur d'utilité peut s'apprécier de trois façons :

- Un critère objectif de rentabilité et de capitaux propres. Dans cette hypothèse, la situation nette de SwissLife Gestion Privée est à la clôture de l'exercice de 18,99 M€ incluant 4,1 M€ d'actifs incorporels pour une valeur inscrite au bilan de 10.5 M€ dans les comptes de SwissLife Banque Privée. Un test de dépréciation est mis en œuvre chaque année. Afin d'uniformiser les méthodes de traitement de la totalité des fonds de commerce au sein du périmètre de consolidation de SwissLife Banque Privée, il a été procédé à un calcul de DCF pour chaque fonds de commerce tel que préconisé par le règlement ANC 2015-06. Au 31/12/2024, la valeur résultant de ce test est supérieure à la valeur inscrite au bilan social de la banque. Ce calcul appliqué aux fonds de commerce de SwissLife Gestion Privée ne change pas la situation nette de la société. Il est à noter qu'il a été considéré que le fonds de commerce de SLGP historique et de l'ex-société Prigest étaient devenus fungibles. Ainsi depuis l'exercice clos le 31 décembre 2022, il n'est plus réalisé qu'un seul test de valeur sur l'ensemble des fonds de commerce inscrits au bilan de la filiale SwissLife Gestion Privée.
- Eléments subjectifs : une banque privée ne peut décemment pas se passer d'une société de gestion. L'offre de gestion sous mandat en titres vifs ou en multigestion alliée à la gamme complète d'OPCVM que propose maintenant SwissLife Gestion Privée permet d'affirmer l'utilité et l'importance de cette filiale dans le business modèle de la banque. De la même façon, les deux autres filiales créées en 2021 à savoir SLBP REAL ESTATE et LA BANQUE D'AFFAIRES sont des supports pour des axes de développement stratégique. La BANQUE D'AFFAIRES matérialise un partenariat stratégique dans l'activité de fusions acquisition d'entreprises. SLBP REAL ESTATE représente une activité, un service que SLBP peut rendre à ses clients dans le cadre du volet immobilier de leur patrimoine.

Pour ces raisons, aucune dépréciation des titres de participation consolidés n'est nécessaire ni envisagée.

7) Immobilisations

7.1. – Fonds de commerce

Le poste « fonds de commerce » résulte d'une part de l'apport par VIEL & Cie à SwissLife Banque Privée des activités de banque privée de Banque Privée Fideuram Wargny le premier septembre 2007 pour un montant de 4 816 K€, et d'autre part de l'acquisition du fonds de commerce de la société Arpège Finances le 1^{er} septembre 2008 pour un montant de 5 414 K€. Ce fonds de commerce « Vendôme » est principalement composé de la clientèle de ces activités à la date de l'apport, notamment de tous les contrats, conventions de comptes et conventions accessoires à ces conventions, et passifs associés à ces clients, ainsi que des baux, droits de propriété industrielle et contrats d'assurance liés à ces activités.

La banque, à partir de l'exercice 2016, a changé les modalités d'évaluation des fonds de commerce abandonnant les modalités retenues lors de l'acquisition des fonds de Banque Privée Fideuram Wargny et d'Arpège Finances et de la société de gestion Prigest au profit de celle préconisée par le règlement ANC 2015-06 basée sur les DCF. Le cas échéant, une provision sera passée si cette valeur est inférieure à la valeur nette comptable du fonds de commerce, soit 10.5 M€. Les dotations aux amortissements ou aux provisions pour dépréciation sont exclues de l'assiette de l'impôt et ont une incidence complète en résultat net.

Cette valorisation sera effectuée tous les ans et si elle est supérieure à la valeur nette de l'actif dans les années à venir, aucune reprise de provision pour dépréciation antérieurement dotée ne pourra être comptabilisée. Si elle est inférieure, une dotation sera effectuée.

Les droits d'enregistrement sont intégrés au prix de revient du fonds de commerce.

Sur l'impairment test SLBP :

Conformément à ce que préconise le règlement ANC 2015-06 Art 214-6, une évaluation sur la valeur d'usage a été pratiquée pour chacun des fonds de commerce et comparée à son coût historique. Notons que ce coût historique peut avoir une valeur différente dans les comptes sociaux et consolidés. Dans le cadre de l'appréciation de la valeur d'utilité de la filiale SwissLife Gestion Privée, la valeur d'usage de chacun des fonds de commerce a été comparée à sa valeur dans les comptes sociaux.

Cette évaluation de la valeur d'usage par les DCF (règlement ANC 2015-06 Art 214-6) est basée sur les flux de trésorerie. Ces flux de trésorerie sont établis pour chacune des activités concernées par les différents fonds de commerce par les revenus qu'ils génèrent individuellement diminués ainsi des charges affectées à ce fonds de commerce en 2024, au MTP de 2025 jusqu'en 2027, puis actualisé à l'infini. Il n'est pas pris en compte une sortie de l'actif à l'issue des 10 ans. Pour l'exercice 2024, le taux retenu est de 10,30 %, Ce taux était de 10.50 % lors de l'exercice précédent.

Trois fonds de commerce sont inscrits dans les comptes sociaux.

L'entité SLBP sociale doit être retraitée du métier de la TCC, dont le périmètre des revenus est identifié dans le MTP par le courtage et la conservation de SwissLife Assurances et Patrimoine (fonds euro et UC) et SwissLife Asset Managers, ainsi que la marge d'intérêts de la trésorerie. Ce traitement permet de déterminer le résultat avant impôt du fonds de commerce « Vendôme ».

La valeur ainsi calculée étant supérieure à celle inscrite au bilan, aucune provision n'a été constituée.

Toutes les valeurs d'usage ainsi déterminées sont supérieures à leur coût historique dans les comptes sociaux. Aucune dépréciation n'a été constituée ni au titre de la valeur d'utilité de SwissLife Gestion Privée dans les comptes sociaux de SwissLife Banque Privée, ni au titre du fonds de commerce historique de la banque.

7.2. – Immobilisations amortissables

Elles figurent à l'actif au coût historique, diminuées des amortissements cumulés, calculées sur la durée de vie estimée des biens concernés, selon le mode linéaire. Les taux utilisés sont les suivants :

Agencements	De 12,50 à 20 %
Mobiliers	De 10 à 20 %
Machines et Matériels de bureau	De 20 à 33.33 %
Logiciels	De 33 à 100 %
Progiciels informatiques	De 10 à 20 %

Une dotation exceptionnelle est comptabilisée lorsque la durée d'usage d'une immobilisation est inférieure à sa durée d'amortissement.

7.3. – Logiciels et activation de coûts internes

Les coûts de développement sont comptabilisés à l'actif s'ils se rapportent à des projets nettement individualisés, ayant de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale ou de viabilité économique pour les projets de développement pluriannuels. Selon l'article 1224-6 du règlement ANC 2014-07, ceci implique, pour l'entité, de respecter l'ensemble des critères cumulés suivants :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente.
- l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre.
- la capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle.
- la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables.

L'entité doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité. Elle doit pouvoir, en outre, évaluer de manière suffisamment fiable les avantages économiques futurs attendus, la disponibilité de ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle, la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

8) Règles de provisionnement

Les charges et les produits bancaires sont comptabilisés dans l'exercice de leur rattachement. Les charges ou produits étalés sur plusieurs exercices sont comptabilisés par nature en charges à payer ou produits à recevoir.

Le risque crédit

En application du règlement ANC 2014-07, la banque classe en client douteux les clients dont le débit ou les échéances de crédit sont impayés depuis plus de 90 jours lorsque ces montants dépassent 1 000 € et ne sont pas couverts par des avoirs en titres. En principe, la totalité des crédits étant couverts par une garantie réelle (Nantissement de contrats d'assurance vie – Nantissement de portefeuille titres, sûreté immobilière), les risques de crédit sont limités. Néanmoins lorsqu'une échéance est impayée, le service des engagements représente le prélèvement. En cas de second retour impayé, il relance au moyen d'une lettre recommandée avec AR.

Au troisième impayé, le compte est comptabilisé en créances douteuses, et le différentiel éventuel entre le solde résiduel du crédit – intérêts compris - et l'évaluation de la garantie est provisionnée en totalité.

Les soldes débiteurs de plus de 90 jours sont déclassés de créances saines à douteuses. Néanmoins, leur provisionnement étant individuel, si un solde débiteur est lié à des avoirs égaux ou supérieurs à cette créance, aucune créance n'est constituée.

9) Fonds pour risques bancaires généraux

Afin de couvrir de façon globale les risques bancaires généraux auxquels la banque pourrait être exposée, un fonds a été constitué de façon préventive. Au 31 décembre 2024, il s'élève à 379 milliers d'euros.

10) Provisions pour risques et charges :

Engagements sociaux

Ces engagements sont évalués par un cabinet d'actuariat spécialisé conformément aux dispositions correspondantes des règlements comptables applicables en France et notamment conformément à l'accord interprofessionnel du 18 mai 2009. Les engagements sociaux comptabilisés couvrent l'évaluation prospective (nette des couvertures par des contrats d'assurances) des coûts :

- des médailles du travail,
- des indemnités de fin de carrière (IFC) et de retraites

Le taux d'actualisation retenu pour les durées résiduelles d'activité supérieure à 10 ans est de 4.02 % (contre 3.80 % en 2023). La provision à la clôture 2024 s'établit à 807 K€ et a donné lieu à une dotation nette de 137 K€ au cours de l'exercice. Cette reprise se justifie par un changement de méthode de calcul conforme à la recommandation de l'IFRS IC de mai 2021 qui vise à :

- modifier la période de répartition des droits à prestation et donc la période d'étalement des engagements de retraite ;
- pour les régimes à prestations définies en vertu desquels une indemnité n'est due que si le salarié est présent à la date de son départ en retraite dont le montant dépend de l'ancienneté et est plafonnée à un certain nombre d'années de services consécutives.

En se basant sur la recommandation ANC 2013-02, SLBP et sa filiale SLGP ont décidé d'aligner le traitement de l'indemnité de fin de carrière sur le traitement réalisé en norme IFRS précité ; cette méthode conduit à étaler l'engagement uniquement à compter de la date à laquelle chaque année de services compte pour l'acquisition des droits à prestation, c'est-à-dire sur la période précédant l'âge de départ en retraite permettant d'atteindre le plafond.

Provision pour litiges salariés

Les litiges salariaux font l'objet d'une analyse individuelle. De nouveaux litiges apparus durant l'exercice ainsi que la réévaluation du risque lié à des litiges existant au début de l'exercice 2024 ont conduit à comptabiliser une reprise nette de 112 K€ incluant une reprise de provision utilisée de 200 K€.

Autres risques

Les litiges et contentieux sont analysés à leur naissance et sont présentés à un comité statuant sur la nécessité et le niveau de provision à constituer le cas échéant.

11) Engagements hors bilan et divers

11.1. – Engagements liés à l'activité de crédit :

Les engagements reçus sont des contrats d'assurance vie en euro ou en unités de compte, des portefeuilles titres et le cas échéant des hypothèques de biens immobiliers. Ces suretés viennent garantir des crédits, découverts accordés à la clientèle ainsi que des garanties données. D'un point de vue comptable, leur montant est plafonné au niveau des crédits et découverts accordés et des engagements donnés.

11.2. – Opérations sur instruments financiers à terme :

Conformément à sa politique des risques, durant l'exercice 2024, la société n'a effectué aucune opération pour compte propre sur les marchés à terme.

12) Comptabilisation des commissions reçues

En application de l'article 2171-1 de l'ANC, en particulier :

- Les commissions basées sur les opérations sont comptabilisées à la date de transaction ou d'émission du titre et ne font pas l'objet d'étalement. Il s'agit par exemple des commissions de mouvement sur les valeurs mobilières, les droits d'entrée sur les OPC

- Les commissions attachées à un encours ou une période telles que « les commissions d'encours sur OPC, les droits de garde et assimilés sont étalées sur la période de référence.
- En ce qui concerne les produits structurés créés par le service Wealth Management de SwissLife Banque Privée, une commission dite « up front » est perçue à l'émission de l'EMTN. Son existence vise à rémunérer le travail de recueil des besoins du client, le travail de conception et d'appel d'offre ainsi que la rémunération du circuit de distribution. Pour des produits dits « de campagne » visant un public plus large et représentant une enveloppe plus importante que les produits ciblés dits « sur mesure », une commission d'encours dite « on going » est perçue à chaque date anniversaire du produit tant et ce tout au long de la durée de vie du produit. Il vise à assurer un revenu récurrent aux distributeurs pour l'essentiel les réseaux de la compagnie d'assurance SwissLife Assurance et Patrimoine tout au long de la durée de vie du produit.
- Depuis l'exercice 2023, des commissions liées à la mise en place de crédits avec pour garantie des « cover bonds » ont été prises. Ces commissions, bien que prises à l'émissions, constituent un complément de rémunération desdits crédits par ailleurs très consommateurs de fonds propres. Ces commissions sont ainsi étalées sur la durée prévisionnelle du crédit en principe de durée de court-terme.

13) Consolidation impôt sur les sociétés et intégration fiscale

Un groupe d'intégration fiscale a été créé en 2008 entre SWISSLIFE BANQUE PRIVEE et SWISSLIFE GESTION PRIVEE. Un crédit d'impôt a été imputé sur l'impôt sur les sociétés 2024 concernant le versement à la fondation SwissLife effectué durant l'année 2024.

SwissLife Banque Privée a spontanément remboursé à l'état les crédits d'impôts liés à la recherche au titre des années 2020 à 2022 pour un montant total de 1.330 K€. Ceci n'a donné lieu qu'au versement de très faibles intérêts de retard.

Le groupe SWISSLIFE BANQUE PRIVEE tel que décrit ci-dessus est consolidé par intégration globale par le groupe SWISSLIFE et par mise en équivalence par le groupe VIEL.

14) Changements de méthode comptable

Aucun changement de méthode comptable n'est intervenu durant l'exercice 2024.

15) Honoraires des commissaires aux comptes

Au titre de l'exercice 2024 le budget des commissaires aux comptes s'établit à 158,2 K€ H.T répartis entre 94,9 K€ H.T pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et 63,3 K€ H.T. pour le cabinet Caillau Dedouit et Associés.

16) Engagements et opérations avec les entreprises liées

En application du règlement 2010.04 du 7 octobre 2010 relatif aux transactions entre parties liées et aux opérations non inscrites au bilan modifiant le règlement 2014-07 de l'ANC relatif à l'établissement et à la publication des comptes individuels des établissements de crédit, les dits éléments sont présentés dans les annexes suivantes au point 19.

Note 1. – Détail du portefeuille titres au 31 décembre 2024

Nature des titres / Destination (En milliers d'euros.)	Revenu fixe	Revenu variable	Total au 31/12/2024	Total au 31/12/2023
Titres reçus en pension livrée	-	0	0	0
Actions et autres titres à revenu variable				
Obligations françaises cotées/Ets de crédit				
Obligations françaises cotées/Clientèle				
Créances rattachées				
Total créances à terme	0	0	0	0
Titres de transaction (1)	0	0	0	0
OPCVM français de capitalisation				
OPCVM étrangers de capitalisation		0	0	0
Actions françaises cotées				
Actions étrangères cotées				
Obligations et autres titres à revenus fixes	0		0	0

Titres de placement		-0	-0	105
OPCVM monétaires EUR français mixte non cotés		0	0	0
OPCVM français diversifiés non cotés				
OPCVM en devises non cotés		-		
Actions étrangères cotées		22	22	127
(-) Provision pour dépréciation	-	-22	-22	-22
Obligations				
Titres de créances négociables				
Créances rattachées				
Titres d'investissement				
Titres de créances négociables				
Créances rattachées				
Total portefeuille titres	0	-0	-0	105
Total portefeuille	0	-0	-0	105
Plus-values latentes sur titres de placements		0	0	0

Les actions étrangères cotées étaient constituées d'un warrant ayant la fonction de CAP. Celui-ci est arrivé à échéance au premier semestre 2024.

Pour des raisons de solvabilité, la banque n'avait pas de positions sur des OPCVM au 31/12/2024 en dehors de parts de fonds de cantonnement très fortement dépréciés.

La banque n'avait pas de position sur compte erreurs à la clôture de l'exercice 2024.

Les EMTN souscrits par les clients, mais non encore enregistrées dans leur portefeuille ne constituent pas des positions pour compte propre. Aussi, depuis l'exercice 2017, la banque comptabilise ces opérations comme des livraisons contre règlements, dans un sous-compte de la rubrique « débiteurs divers » en s'assurant du dénouement dans une période raisonnable.

Note 2. – Plus ou moins-values au 31 décembre 2024

Titres (En euros.)	Code ISIN	Quantité	Prix de revient unitaire	Prix de revient global	Réévaluation / Prov Pour Dépréciation	Valeur au bilan	Valorisation au prix de marché	Moins-value latente en euro	Plus-Value latente en euro
OPCVM									
Short Bonds P Cantonnement	FR0013428588	3 616	6,16	22 275	22 275	0	0	22 275	0
Total OPCVM français de capitalisation				22 275	22 275	0	0	22 275	0

Les fonds de cantonnement sont totalement dépréciés au 31/12/2024. Ils sont sans valeur mais pour autant les OPCVM ne sont pas dissouts.

Note n° 3. – Echancier des créances au 31 décembre 2024

Nature (En milliers d'euros.)	Montant	Inférieure à 3 mois	Inférieure à 1 an	Inférieure à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Rappel 2023
Caisse banque centrale CCP	1 497 336	1 497 336				1 656 387
Créances sur établissements de crédit						
A vue	78 067	78 067				106 676
A terme						
Total créances interbancaires	78 067	78 067				106 676
Créances sur la clientèle						
Vis à vis de la clientèle non apparentée						
Prêts à taux fixe						
Prêts à taux variable ou révisable	1 410 378	0	70 044	720 780	619 554	1 303 091
Autres comptes débiteurs	28 766	20 727	387	3 940	3 712	23 300
Créances douteuses (nettes)	25 595	0	1 270	447	23 878	35 253
Intérêts courus	9 799	4 943	327	2 512	2 017	8 099
Vis à vis de sociétés apparentées						
Prêts à taux fixe		-				-
Intérêts courus	-	-				-
Total créances clientèle	1 474 538	25 670	70 758	727 233	625 283	1 369 743
Titres à revenu variable						

Titres de transaction						
Titres de placement						
Total titres à revenu variable						
Total titres à revenus fixes						
Titres de transaction						
Total titres à revenus fixes						
Total	3 049 941	1 601 072	70 758	727 233	625 283	3 132 806

Les prêts, essentiellement à taux variables sont tous garantis par une ou plusieurs hypothèques sur un bien immobilier essentiellement situé à Paris ou dans des villes de province où le marché immobilier est dynamique ou des contrats d'assurance vie ou des portefeuilles de valeurs mobilières liquides couvrant au minimum 100 % du prêt consenti. Les garanties hypothécaires ou mixtes représentaient au 31/12/2024 plus de la moitié de l'encours de crédit. Par exception, le montant des crédits accordés avec des garanties non éligibles aux techniques de réduction du risque s'élève à 84 M€. Aucune créance sur la clientèle n'est éligible au refinancement de la Banque de France ou au système européen de Banque Centrale. Aucun crédit n'a été accordé pour une durée indéterminée.

Note n° 3bis : Tableau de variation des créances douteuses

	31/12/2023	Dotations	Reprises Utilisées	Reprises Non utilisées	31/12/2024
Provision pour compte ordinaire	363	147		87	423
Provision pour prêts	1 604	1 473			3 077
Total	1 967	1 620		87	3 500

Les crédits classés comme douteux présentent des garanties suffisantes pour assurer leur recouvrabilité. Néanmoins, l'un les indemnités et autres intérêts courus liés à un crédit ont été provisionnés pour des motifs juridiques.

Note n° 4. – Echancier des dettes au 31 décembre 2024

Nature / Echéance (En milliers d'euros.)	Montant	Inférieure à 3 mois	Inférieure à 1 an	Inférieure à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Rappel 2023
Dettes interbancaires						
Lignes interbancaires à taux variable	0	0				0
Emprunts à terme à taux fixe						
Intérêts courus	0	0				0
Comptes ordinaires créditeurs	381	381	0			52
	381	381	0			52
Dettes vis à vis de la clientèle						
Comptes à régime spécial	20 112	20 112				15 852
Comptes ordinaires créditeurs	1 717 831	1 717 831				1 887 184
Comptes à terme à taux variable	933 602	933 602				684 266
Intérêts courus	13 660	13 660				21 943
Autres dettes vis-à-vis de la clientèle	509	509				726
	2 685 714	2 685 714				2 609 971
Emprunts subordonnés						
Emprunts à terme	13 000		0		13 000	0
Intérêts courus	24		24			0
	13 024	0	24	0	13 000	0
Total	2 699 119	2 686 095	24	0	13 000	2 610 023

Les comptes ordinaires créditeurs de 1.7 Md € représentent, pour plus de 1.4 Md €, les comptes d'OPCVM gérés par le groupe ou les comptes ordinaires des sociétés du groupe.

Les comptes à terme et assimilés, augmentent de 249 M€ en lien avec la baisse des comptes clients créditeurs dans le cadre du financement des crédits à la clientèle.

Les autres dettes vis à vis de la clientèle sont principalement constituées d'avis à tiers détenteur.

Note n° 5.1. – Participations significatives

Dénomination sociale / Adresse (En milliers d'euros.)	Identification RCS/RCI	Capital	Réserves et report à nouveau	% détenu	Valeur comptable des titres détenus		Chiffre d'affaires	Résultat	Dividendes
					Brute	Nette			
Filiales :									
SWISSLIFE GESTION PRIVEE - 7, place Vendôme 75001 PARIS	PARIS B 378 782 163	277	15 977	100	10 811	10 811	12 302	2 736	1 681
SLBP REAL ESTATE - 7, place Vendôme 75001 PARIS	PARIS B 899 739 981	10	-1	100	10	10	0	0	0
LA BANQUE D'AFFAIRES - 7, place Vendôme 75001 PARIS	PARIS B 907 786 974	10	0	50	5	5	0	0	0
SWISSLIFE GESTION DE FORTUNE - 7, rue Belgrand 92300 LEVALLOIS-PERET	NANTERRE 931 279 590	50	0	50	25	25	0	0	0

Note n° 5.2. – Variation annuelle des titres de participations consolidés

Solde initial 31/12/2024	10 851
Augmentation	
Acquisition	
Reprise de provision	
Réévaluation	
Autres variations	
Diminution	
Vente	
Provision	
Autres variations	
Solde final 31/12/2023	10 851

Note n° 5.3. – Variation annuelle des titres de participations non consolidés

Solde initial 31/12/2024	321
Augmentation	
Acquisition	
Reprise de provision	
Réévaluation	
Autres variations	
Diminution	
Vente	
Provision	
Autres variations	
solde final 31/12/2023	321

Note 6.1. – Immobilisations incorporelles

Montants bruts	31/12/2023	Acquisitions	Cessions / Transfert	31/12/2024
Immobilisations incorporelles	15 638	125		15 763
Immobilisations en cours	0	3		3
Fonds de commerce	10 521			10 521
Immobilisations	26 159	128	0	26 287

Amortissements	31/12/2023	Dotations	Reprises	31/12/2024
Immobilisations incorporelles	-15 129	-258		-15 387
Immobilisations en cours	0			0
Fonds de commerce	0			0
Amortissements	-15 130	-258	0	-15 387
Montants nets	11 029			10 900

Le critère retenu de comptabilisation des coûts de projet en immobilisation sont principalement les suivants :

- le projet a pour but de créer de la valeur ou d'augmenter la valeur d'un logiciel existant
- la dépense est directement affectable au projet
- elle est postérieure au lancement du projet et antérieure à la mise en service du logiciel
- elle n'est pas relative à de la formation ou de la documentation

L'essentiel des amortissements sur immobilisations incorporelles est lié au logiciel de core-banking Avaloq mis en service au 1^{er} janvier 2015

Note 6.2. – Immobilisations corporelles

Montants Bruts	31/12/2023	Acquisitions	Cessions / Transferts	31/12/2024
Immobilisations en cours	0	55		55
Œuvres d'art	116			116
Matériel de bureau	798	113		911
Matériel informatique	3 665	92		3 757
Agencements et installations	3 590	139		3 729
Matériel téléphonique	53			53
Matériel de transport	0			0
Immobilisations	8 222	399	0	8 621

Amortissements	31/12/2023	Dotations	Reprises	31/12/2024
Matériel informatique	-2 675	-295		-2 970
Mobilier de bureau	-644	-71		-715
Agencements et installations	-2 960	-309		-3 269
Matériel téléphonique	-53			-53
Matériel de transport	0			0
Amortissements	-6 332	-675		-7 007
Montants nets	1 890			1 614

Du matériel informatique a été acquis dans le cadre de la maintenance en condition opérationnelle ainsi que pour des conditions de cybersécurité.

De nouvelles installations ont été acquises dans le cadre du réaménagement d'une partie des locaux pour accompagner la croissance des effectifs de la banque.

Note n° 7. – Détail des comptes « Autres actifs », « Autres passifs » et « comptes de régularisation »

(En milliers d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Autres actifs	28 996		61 598	
Comptes sociétés de bourse	3 516		5 683	
Compte de stockage	11 402		48 710	
Dépôts opérations marché	1 340		1 442	
Autres dépôts et cautionnements	807		758	
Débiteurs divers	11 896		5 005	
Créances d'exploitation douteuses (nettes)	36		38	
Autres passifs		203 587		120 206
Titres à revenus variables vendus		0		0

Sociétés de Bourse		149 767		260 164
Compte de stockage		49 227		-152 212
Autres dépôts et garanties reçus		0		0
Dettes sur le Trésor Public		1 072		789
Impôt sur les sociétés		88		7 862
Dettes organismes sociaux		929		806
Fournisseurs et comptes rattachés		1 647		1 916
Autres dettes		856		883
Comptes de régularisation	16 401	53 163	19 088	45 873
Charges payées d'avance	1 920		1 342	
Commissions à recevoir	13 706		16 690	
Compte de régularisation divers	774	11 226	1 057	3 528
Provision congés payés				
Produits constatés d'avance		1 427		957
Charges à payer		40 510		41 388

Le compte de stockage est lié à l'activité sur les produits structurés : à l'actif il représente le montant payé à l'émetteur mais non encore affecté à un client même si celui-ci est connu ; Au passif il s'agit des fonds reçus par des clients (principalement de SwissLife Assurance et Patrimoine) sur des produits déjà souscrits mais non encore émis et réglés à l'émetteur.

Les dépôts et cautionnements sur opérations de marchés sont liés aux différents fonds de garantie de place. Les autres dépôts et cautionnements sont principalement liés aux dépôts de garantie des différents baux commerciaux.

Les débiteurs divers sont principalement constitués d'une créance d'impôt sur les sociétés liée à des acomptes versés supérieurs à l'impôt dû, d'une créance d'intégration fiscale sur SwissLife Gestion Privée pour 1 M€, des factures clients pour 8,3 M€ et d'autres comptes de débiteurs divers dont des retenues à la source pour 0.7 M€

Durant l'exercice 2024, la créance sur l'IRS pour 810 K€ a été comptabilisée en perte et la provision correspondante reprise. Ceci constitue l'essentiel de la variation des créances d'exploitation douteuses.

Les autres dettes sont constituées notamment d'une dette liée à l'égard d'une société du groupe pour 810 K€.

Parmi les charges à payer figurent des charges liées au personnel pour 21.9 M€, ainsi que des charges liées aux produits structurés pour 13.1 M€ dont 9.5 M€ seront payées au premier trimestre 2024.

Parmi les commissions à recevoir, celles relatives aux produits structurés représentent 8.8 M€ dont plus de 5.3 M€ seront facturés au premier trimestre 2025.

Note n° 8. – Opérations avec le groupe

(En milliers d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	Amont	Aval	Amont	Aval
Actif	450	0	3 188	0
Créances sur les établissements de crédit	0	0	0	0
Créances sur la clientèle	450	0	3 188	0
Dépôts de garantie versés	0	0	0	0
Passif	1 490 240	6 981	1 666 328	7 169
Dettes envers les établissements de crédit		0		0
Comptes créditeurs de la clientèle	1 490 240	6 981	1 666 328	7 169
Dépôts de garantie reçus	0	0	0	0
Hors bilan	300 145	0	300 145	0
Engagement de garantie donné	145		145	
Engagement de garantie reçu	300 000		300 000	

AMONT : Société mère et sociétés apparentées

AVAL : Filiales et participations

Les comptes créditeurs de la clientèle comprennent 190 M€ de comptes à terme.

L'essentiel du solde des comptes créditeurs à vue est constitué par les OPCVM de SLAM.

La garantie reçue concerne une garantie de liquidité donnée par SwissLife Assurances et Patrimoine.

Note n° 9. – Bilan devises en contrevalet euros

Solde en contrevalet des postes du bilan en devis	31/12/2024	31/12/2023
Actif		
Liquidités	41 364,5	38 440,8
Crédits et découverts	120,9	0,0
Titres de transaction	0,0	0,0
Autres actifs	34,4	40,6
Position de change	5,9	
Total actif	41 525,7	38 481,4
Passif		
Liquidités	11,2	0,0
Comptes créditeurs de la clientèle	41 503,4	38 454,7
Autres passifs	11,1	16,1
Position de change		10,7
Total passif	41 525,7	38 481,4

86 % du total du bilan en devises est constitué de dollars. Comme prévu dans la politique des risques, la banque a une position de change en date valeur quasi nulle. L'essentiel du bilan en devises est constitué par les soldes créditeurs des OPCVM de SLAM et sont déposés dans des établissements de crédits conformément à la politique des risques de SwissLife Banque Privée.

Note n° 10. – Provision pour risques et charges

(En milliers d'euros.)	31/12/2023	Dotation	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	31/12/2024
Provision moyen long terme				0	
Provision pour risque juridique	57			0	57
Provision risque clientèle	1 142		140	200	802
Frais liés à la réglementation	0				0
Provision pour litiges sociaux	1 472	1 051	124	1 039	1 360
Autres provisions pour risques et charges	0				0
Total provision pour risques et charges déductibles	2 671	1 051	264	1 239	2 219
Indemnités de fin de carrière	670	136		0	806
Total provisions pour risques et charges non déductibles	670	136		0	806
Provisions pour risques et charges	3 341	1 187	264	1 239	3 025

Les principaux paramètres retenus pour le calcul de l'engagement retraite sont les suivants :

- les taux d'actualisation retenus sont BFV EUR composit 10 ans soit 4.02 % et le taux BFV EUR 15 ans composit soit 3.80 %
- taux de progression des salaires retenu est de 3 % en 2024, 2,50 % en 2025, et 2,10 % au-delà
- type de départ à la retraite 100 % départ volontaire
- âge de fin de carrière : cadres 64 avec convergence vers 65 ans en 2030, non cadres 60 ans avec convergence vers 64 ans en 2030.

Note n° 11. – Evolution des Fonds Propres

(En milliers d'euros.)	31/12/2023	Augmentation	Réduction	31-déc-24
Capital social	37 902			37 902
Réserve légale	3 790			3 790
Réserve plus-value à long terme	0			0
Autres réserves	4 439			4 439
Prime d'émission d'actions	19 835			19 835
Report à nouveau	42 377	7 699		50 076
Résultat 2023	45 151		45 151	0
Résultat 2024		43 706		43 706
Fonds propres avant affectation	153 495	51 405	45 151	159 749

Le capital social est composé de 2 368 880 actions ordinaires de 16 euros chacune.

Conformément à la proposition d'affectation du résultat 2023 votée par l'AG, des dividendes ont été versés en 2023 pour 37.45 M€ de dividendes.

Note n° 11 bis. – Proposition d'affectation

Le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024 est de	43 705 972,95
. Diminué de la dotation à la réserve légale	0,00
. Augmenté du report à nouveau de	50 076 488,47
Forment un total disponible de	93 782 461,42
A titre de dividendes	29 587 311,20
Formant un total disponible de	64 195 150,22

Dans le cadre des mesures de renforcement des fonds propres du secteur bancaire prises par l'ACPR, le conseil de surveillance de SLBP a proposé une distribution de résultat de 29 587 311.20 € au titre de l'exercice 2024

Note n°12. – PNB 2023-2024

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts en produit	108 407	104 596
Intérêts en charge	-69 687	-63 312
Revenu des titres à revenu variable	1 691	1 616
Commissions en produit	179 535	153 680
Commission en charge	-100 869	-76 145
Gains ou pertes nets sur opérations de négociations et de change	41	8
Gains ou pertes nets sur opérations de portefeuilles de placement et assimilés	1 102	1 744
Autres produits et charges d'exploitation bancaire	1 483	1 463
Total produit net bancaire	121 704	123 650

L'augmentation de la marge d'intérêts est liée à une amélioration du spread de crédit. La baisse des taux amorcée en 2024 améliore temporairement la marge de crédit à taux révisable quand le refinancement est à taux variable, mais dégrade la rentabilité des dépôts clients qui baissent par ailleurs.

Les revenus des titres à revenus variables sont issus de dividendes versés par la filiale SwissLife Gestion Privée.

Les commissions nettes sont en légère baisse. Du fait de la révision des marges à la baisse sur les produits structurés, le produit net bancaire de cette activité ne baisse que de 1.4 M€. Les commissions d'assurance sont quant à elle en hausse de 1.1 M€. L'activité corporate finance progresse également de 0.6 M€. Les commissions sur OPCVM externes baissent de 0.8 M€ quand les produits de la conservation augmentent eux de 0.8 M€.

Les gains sur opération de portefeuille sont liés au placement de la trésorerie sur des OPCVM monétaire de premier rang. Ceci a de nouveau été rendu possible par des taux courts (euribor 3 mois) encore élevés rendant attractif ces placements.

Note n°13. – Détail des charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Charges de personnel	36 621	36 609
Charges administratives	23 311	20 721
Impôts et taxes	1 156	1 256
Autres charges / autres produits d'exploitation	0	1
Frais généraux refacturés et transfert de charges	-495	-432
Total charges d'exploitation	60 593	58 156

Les charges de personnel intègrent la dotation nette liée aux litiges sociaux ainsi que celle liée aux indemnités de fin de carrière. Leur variation est expliquée dans la note suivante.

La variation de charges administratives constitue l'essentiel de celle des charges générales d'exploitation. Leur augmentation est liée aux charges de projets et informatiques. Ceci traduit l'accompagnement de la croissance de la banque et la progression des charges liées à la sécurité informatique.

Note n°14. – Détail des charges de personnel retraitées

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Salaires	17 968	17 263
Participation des salariés	3 260	3 281
Intéressement	2 718	3 557
Charges sociales	8 945	9 484
Dont charges de retraite	1 736	1 500
Charges fiscales	3 314	2 535
Dotations/Reprises nettes sur provisions pour risques et charges	169	287
Indemnités diverses	245	203
	36 621	36 609

En application du règlement ANC 2014-07, les provisions pour risques et charges à caractère social ainsi que les indemnités exceptionnelles sont intégrées dans ce poste pour un montant de 245 K€. Les provisions pour bonus, les indemnités pour congés payés, CET, RTT sont incluses dans la rubrique « salaires ». Les salaires augmentent essentiellement du fait de l'augmentation des effectifs. La participation et l'intéressement et les charges sociales associées sont proches du montant de l'année passée. Un reclassement de plus de 667 K€ a été opéré entre les charges sociales et l'épargne salariale brute pour une meilleure image comptable expliquant le décalage respectif de ces deux postes.

Les charges fiscales augmentent notamment du fait de la taxe sur les salaires.

Les charges de retraite sont en hausse du fait de la hausse de la base des cotisations.

Note n° 15. – Statut du personnel

Colonne1	Hommes	Femmes	Total
Cadres	94	66	160
Cadres dirigeant	2		2
Non cadres	23	23	46
Total	119	89	208

Note n° 16. – Rémunération des dirigeants et mandataires sociaux

L'information concernant la rémunération des dirigeants et mandataires sociaux n'est pas communiquée dans la mesure où elle conduirait à donner des informations individuelles. Néanmoins, il est à noter que le Président du Directoire est salarié de SwissLife France, et est refacturé à SwissLife Banque Privée.

Note n°17. – Détail du coût du risque

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Gains/perte nets sur créances irrécouvrables et sur litiges avec la clientèle	139	-323
Gain ou perte sur créances d'exploitation	814	
Dotation aux provisions pour créances douteuses		
Dotation nette aux provisions pour risques et charges	0	630
Reprise nette aux provisions pour risques et charges	-340	
Dotation nette de provision pour créances douteuses	153	889
Reprise nette de provision pour créances douteuses	-87	-37
Reprise nette de provision pour créances d'exploitation douteuses	-810	-37
Coût du risque	-131	1 158

Les débiteurs irréguliers sont classés en créances douteuses au-delà de 90 jours, et font l'objet d'une dotation dès lors que le risque d'irrecouvrabilité est avéré.

Les dotations aux provisions pour risques et charges sont principalement motivées par des réclamations de clients liées à un produit ayant perdu l'essentiel de sa valeur. La perte sur créance d'exploitation est principalement liée à une créance fiscale créance fiscale pour le compte d'un client provisionnée l'an dernier.

Parmi les reprises de provision sur litiges clients, 200 K€ n'ont pas été utilisées.

Les gains sur créances sont liés à l'annulation d'une dette très ancienne en rapport avec la clientèle.

Note n° 18. – Impôts sur les sociétés

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Résultat avant IS	60 233	61 390
Résultat fiscal	59 065	64 598
IS théorique	15 256	16 657
IS comptabilisé	16 527	16 239

Au cours de l'exercice 2024, SwissLife Banque Privée a décidé de rembourser spontanément les crédits d'impôts recherche imputés sur les résultats fiscaux de 2022 et 2023 pour un montant de 1,3 M€. Ceci n'a engendré que de faibles intérêts de retard.

Note n° 19. – Détail des opérations avec les parties liées (article 2 du règlement n° 2010-04)

Note n° 19-1. – Liste des transactions conclues avec les parties liées

Parties liées	Nature de la relation avec la partie liée	Montant des transactions en produit (En milliers d'euros.)		Montant des transactions en charge (En milliers d'euros.)	
		Exercice 2024	Exercice 2023	Exercice 2024	Exercice 2023
SwissLife Assurance et Patrimoine	Conservation d'un portefeuille de valeurs mobilières	4 555	3 971		
SwissLife Prévoyance et Santé	Conservation d'un portefeuille de valeurs mobilières	116	90		
SwissLife Assurance de Biens	Conservation d'un portefeuille de valeurs mobilières	87	72		
SwissLife Assurance Retraite	Conservation d'un portefeuille de valeurs mobilières	1 657	1 385		
SwissLife Assurance Retraite	Commissions de mouvement	738	1 595		
SwissLife Assurance et Patrimoine	Commissions de mouvement	4 101	3 093		
SwissLife Prévoyance et Santé	Commissions de mouvement	114	77		
SwissLife Assurance de Biens	Commissions de mouvement	59	77		
SwissLife Assurance et Patrimoine	Rétrocession de commissions d'assurance	4 361	3 408		
SwissLife Assurance et Patrimoine	Rétrocessions de produits structurés			81 331	60 850
SwissLife Assurance et Patrimoine	Agios créditeurs			834	695
SwissLife Assurance Retraite	Agios créditeurs			472	553
SwissLife Assurance Retraite	Rétrocessions de produits structurés			10 390	6 817
SwissLife Prévoyance et Santé	Cotisation de prévoyance			380	340

Note n° 19-2. – Liste des opérations non inscrites au bilan

Parties liées	Nature de la relation avec la partie liée	Montant des transactions réalisées avec la partie liée (En milliers d'euros.)		Autres informations
		Exercice 2023	Exercice 2024	
MA SANTE FACILE	ORIAS	115	115	
AGAMI	Garantie de Loyer	30	30	
SLAP	Garantie de Liquidité	300 000	300 000	

IV. – Résultats financiers au cours des cinq derniers exercices

	2020	2021	2022	2023	2024
1- Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social	37 902 080	37 902 080	37 902 080	37 902 080	37 902 080
b) Nombre d'actions émises	2 368 880	2 368 880	2 368 880	2 368 880	2 368 880
c) Nombre d'obligations convertibles en actions					
2- Résultat global des opérations effectives					
a) Chiffre d'affaires hors taxe	83 278 137	118 366 758	150 438 506	264 264 172	294 458 599
b) Bénéfice avant impôt, amortissements et provisions	12 469 055	19 974 862	24 753 087	50 479 192	45 148 974
c) Impôt sur les bénéfices	2 693 217	6 745 499	7 655 108	16 238 538	16 526 747
d) Bénéfice après impôt, amortissements et provisions	8 046 654	11 870 527	22 229 256	45 151 237	43 705 973
e) Montant des bénéfices distribués	3 671 764	8 191 254	18 666 774	37 451 993	29 587 311
3- Résultat des opérations réduit à une action					
a) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements et provisions	4.1	5.6	1.5	3.3	6.0
b) Bénéfice après impôt, amortissements et provisions	3.4	5.0	9.4	19.1	18.5
c) Dividende versé à chaque action	1.6	3.5	8	16	12
4- Personnel					
a) Nombre de salariés	155	160	179	186	208
b) Montant de la masse salariale	12 162 918	13 863 695	14 717 267	17 263 458	17 969 167
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, œuvres sociales,...)	5 804 328	7 394 926	7 653 794	9 483 797	11 982 231

V. – Affectation du résultat

L'Assemblée Générale sur proposition du Directoire et avis du Conseil de surveillance, et après avoir constaté que :

Le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024, est un bénéfice de	43 705 972,95 €
(La dotation à la réserve légale atteignant 10 % du capital social, sa dotation n'est plus obligatoire)	
Augmenté du report à nouveau de	50 076 488,47 €
Forment un total disponible de	93 782 461,42 €
Décide l'affectation suivante :	
- à la distribution de dividende	29 587 311,20 €
- au poste report à nouveau	64 195 150,22 €

Le dividende net par action est en conséquence de 12,49 €.

Ce dividende sera mis en paiement à partir du lendemain du jour de la présente assemblée.

Sur le plan fiscal, ce dividende ne sera pas assorti d'un avoir fiscal mais il ouvre droit, au profit des actionnaires personnes physiques domiciliés en France, à l'abattement de 40 % calculé sur la totalité de son montant (article 158 2° du 3 du CGI). La somme de 29 587 311,20 € ne sera pas éligible à cet abattement.

Elle donne par ailleurs acte au Conseil de surveillance que, conformément aux dispositions de l'article 243 Bis du Code Général des Impôts, il lui a été rappelé qu'au titre des trois derniers exercices il a été distribué les montants suivants :

- Concernant l'exercice clos le 31/12/2023 : le dividende par action ressortait à 15,81 € soit un total de 37 451 992, 80 €. Cette somme n'était pas éligible à l'abattement de 40 % (article 158 2° du 3 du CGI).
- Concernant l'exercice clos le 31/12/2022 : le dividende par action ressortait à 7,88 € soit un total de 18 666 774,40 €. Cette somme n'était pas éligible à l'abattement de 40 % (article 158 2° du 3 du CGI).
- Concernant l'exercice clos le 31/12/2021 : le dividende par action ressortait à 3,88 € soit un total de 9 191 254,40 €. Cette somme n'était pas éligible à l'abattement de 40 % (article 158 2° du 3 du CGI).

Cette résolution a été adoptée par 2 368 876 votes pour, aucun vote contre, aucun vote d'abstention.

VI. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SwissLife Banque Privée relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des dépréciations pour risque de crédit sur les encours de crédits à la clientèle

Risque identifié

SwissLife Banque Privée est exposée au risque de crédit qui résulte de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers.

Comme indiqué dans la note 4 de l'annexe, la banque constitue des dépréciations pour couvrir le risque de crédit.

Nous avons considéré que l'évaluation des dépréciations pour risque de crédit était un point clé de l'audit étant donné qu'elles constituaient une estimation significative pour l'établissement des comptes, et font appel au jugement de la direction, en particulier en ce qui concerne la valorisation des garanties.

Les dépréciations sur les créances de la clientèle sont présentées dans la note n°3 bis de l'annexe aux comptes annuels et s'élèvent au 31 décembre 2024 à 3,5 M€.

Procédure d'audit mises en œuvre face aux risques identifiés

Face à ce risque, nos travaux ont notamment consisté à

- Prendre connaissance du processus d'évaluation de ces dépréciations ainsi que des procédures de contrôle interne portant sur l'identification des indicateurs de dépréciation ;
- Tester l'efficacité des contrôles clés mis en œuvre par la banque relative à ces procédures ;
- Examiner les modalités d'estimation de la valeur des garanties ;
- Vérifier les calculs de dépréciation sur la base d'un échantillon de dossiers ;
- Réaliser des procédures analytiques sur l'évolution des encours et des dépréciations.

Nous nous sommes également assurés du caractère approprié des informations présentées dans les notes annexes.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Suisse – Banque (France) (devenue en 2008 SwissLife Banque Privée) par l'Assemblée Générale du 31 mars 2003 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et par l'Assemblée Générale du 28 mai 2021 pour le cabinet Cailliau Dedouit et Associés.

Au 31 décembre 2024, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 22^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Cailliau Dedouit Associés dans la 4^{ème} année, dont respectivement la 9^{ème} et 4^{ème} année depuis que la société est entrée dans le périmètre des EIP tel que défini par les textes européens.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise
relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 6 mai 2025

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Amel HARDY-BEN BDIRA

Cailliau Dedouit et Associés
LAURENT BRUN

B. – Comptes consolidés au 31 décembre 2024

I. – Bilan consolidé

(En euros.)

Actif	Amortissements et provisions	31/12/2024 Total	31/12/2023 Total
Opérations interbancaires et assimilées			
Caisse, Banques centrales, CCP		1 497 335 850	1 656 387 402
Effets publics et effets assimilés			
Créances sur les établissements de crédit		79 543 132	108 070 726
Total opérations interbancaires et assimilées		1 576 878 982	1 764 458 129
Opérations avec la clientèle	3 499 983	1 474 537 629	1 369 742 864
Opérations de crédit-bail et assimilées			
Opérations sur titres			

Obligations et autres titres à revenu fixe		0	0
Actions et autres titres à revenu variable	220 342	746	106 444
Total opérations sur titres		746	106 444
Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme			
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille			
Participations et parts dans les entreprises liées		346 914	359 665
Parts dans les entreprises mises en équivalence			
Total participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme		346 914	359 665
Immobilisations corporelles et incorporelles			
Immobilisations corporelles	7 030 544	1 613 523	1 890 674
Immobilisations incorporelles	29 141 546	22 030 339	22 160 349
Total immobilisations corporelles et incorporelles	36 172 090	23 643 862	24 051 022
Ecarts d'acquisition			
Comptes de régularisation et actifs divers			
Autres actifs	293 957	31 154 927	63 478 909
Comptes de régularisation		20 291 145	22 403 419
Total comptes de régularisation et actifs divers		51 446 072	85 882 329
Total actif	40 186 372	3 126 854 205	3 244 600 453

Passif	Notes	31/12/2024 Total	31/12/2023 Total
Opérations interbancaires et assimilées			
Banques centrales, CCP		0	0
Dettes envers les établissements de crédit		381 192	52 099
Total opérations interbancaires et assimilées		381 192	52 099
Opérations avec la clientèle		2 671 239 196	2 596 083 331
Dettes représentées par un titre			
Bons de caisse			
Titres du marché interbancaire			
Titres de créances négociables			
Emprunts interbancaires			
Autres dettes représentées par un titre			
Total dettes représentées par un titre		0	0
Comptes de régularisation et passifs divers			
Autres passifs		203 942 109	424 928 769
Comptes de régularisation		56 136 907	49 066 083
Total comptes de régularisation et passifs divers		260 079 016	473 994 853
Ecarts d'acquisition			
Provisions pour risques et charges		3 687 408	3 408 332
Dettes subordonnées		13 023 975	0
Fonds pour risques bancaires généraux		378 674	378 674
Capitaux propres (part du groupe)			
Capital		37 902 080	37 902 080
Primes d'émission		19 834 929	19 834 929
Réserves consolidées		75 494 644	66 119 545
Ecart de conversion			
Résultat en instance d'affectation		0	0
Résultat		44 833 090	46 826 611
Total capitaux propres (part du groupe)		178 064 743	170 668 834
Total passif		3 126 854 205	3 244 600 453

Hors Bilan	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés		
Engagements de financement		
Engagements en faveur d'établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	35 021 651	44 034 953
Total engagements de financement	35 021 651	44 034 953
Engagements de garantie		
Engagements d'ordre d'établissements de crédits		
Engagements d'ordre de la clientèle	7 991 160	11 222 303
Total engagements de garantie	7 991 160	11 222 303
Engagements sur titres		

Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements donnés		
Total engagements sur titres		
Total engagements donnés	43 012 811	55 257 256
Engagements reçus		
Engagements de financement		
Engagements reçus d'établissements de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Total engagements de financement		
Engagements de garantie		
Engagements reçus d'établissements de crédits		
Engagements reçus de la clientèle	1 746 270 250	1 663 461 316
Total engagements de garantie	1 746 270 250	1 663 461 316
Engagements sur titres		
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements reçus		
Total engagements sur titres		
Total engagements reçus	1 746 270 250	1 663 461 316

II. – Compte de résultat consolidé

(En euros.)	31/12/2024 Total	31/12/2023 Total
Produits nets d'intérêts et assimilés		
Intérêts et produits assimilés	108 407 272	102 992 745
Intérêts et charges assimilées	-69 696 416	-63 320 387
Revenus des titres à revenu variable	10 536	9 758
Total produits nets d'intérêts et assimilés	38 721 392	39 682 116
Commissions nettes	88 846 233	87 015 069
Produits nets sur opérations du portefeuille de négociation	40 509	-64 279
Produits nets sur opérations du portefeuille de placement et assimilés	1 070 904	1 733 832
Autres produits et charges d'exploitation bancaire		
Autres produits d'exploitation bancaire	1 483 104	1 463 458
Autres charges d'exploitation bancaire		
Total autres produits et charges d'exploitation bancaire	1 483 104	1 463 458
Produit net bancaire	130 162 142	129 830 196
Charges générales d'exploitation	-67 551 858	-66 024 534
Frais de personnel	-40 976 766	-39 979 703
Autres frais administratifs	-25 597 633	-23 335 364
Amortissements et provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	-977 459	-2 709 468
Résultat brut d'exploitation	62 610 283	63 805 662
Coût du risque	-339 622	-811 951
Résultat d'exploitation	62 270 662	62 993 712
Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence		
Produits nets sur actifs immobilisés	-9 741	0
Résultat courant avant impôt	62 260 921	62 993 712
Résultat net exceptionnel		
Impôts sur les bénéfices	-17 427 831	-16 167 101
Amortissements des écarts d'acquisition		
Dotations nettes aux fonds pour risques bancaires généraux		
Résultat net	44 833 090	46 826 611

III. – Annexe

A. – Faits marquants de l'exercice 2024

L'année 2024 se termine dans un contexte morose de tensions économiques et politiques en France et pourtant, quelle très belle année pour notre banque.

L'année 2024 marque un pas significatif de plus dans la direction que nous nous sommes collectivement fixés, il y a plusieurs années, de faire de cette banque, la plus belle banque privée de la Place de Paris.

Nos actifs sous gestion ont dépassé les 7.7 milliards d'euros en progression de 14 %, le produit net bancaire tutoie comme l'an passé les 130 millions d'euros, alors même que nous avons aligné à la baisse nos marges sur structurés commercialisés par les compagnies d'assurance pour les rapprocher des prix de marché, un résultat avant impôt proche de 60 millions d'euros ce qui fait de notre banque à l'évidence la plus profitable de son secteur d'activité et de nombreux succès commerciaux avec notamment, une nouvelle très belle année pour le département Wealth, Management, le bouclage du prestigieux club deal Courchevel ou le brillant succès de l'introduction en bourse de la société Odyssée par notre équipe IPO.

Nos risques sont restés bien maîtrisés avec des pertes opérationnelles maintenues à un étiage très bas grâce à la vigilance des équipes opérationnelles, de contrôle et de risques et nous avons absorbé quantité de nouvelles exigences réglementaires.

Nous avons aussi activement préparé le futur, par des investissements réussis dans notre plateforme informatique avec Salesforce et la protection de nos données vers les meilleurs standards de sécurité, dans notre système de contrôle et de conformité qui devient une référence au sein du groupe, dans notre société de gestion SLGP qui se donne les moyens de promouvoir les excellentes performances de ses mandats et fonds, dans le modèle Private Insurer grâce aux initiatives SLGF et courtage qui démarrent de façon très prometteuse.

Nous avons convaincu nos actionnaires d'augmenter nos fonds propres pour accélérer notre croissance, investi dans le marketing et la communication avec des campagnes publicitaires prestigieuses et fait de nombreux recrutements de qualité. Il est à noter que nous avons remboursé spontanément 1.3 millions d'euros de crédit d'impôt recherche déduit lors d'exercices précédents.

Concernant SLGP

SLGP a poursuivi son effort visant à privilégier des OPC mettant en œuvre des approches ESG et, au moins, 75 % des Fonds de Fonds devra être constitué d'OPC appartenant aux catégories 1 à 3 selon la notation interne (catégorie 1 et 2 selon la classification AMF). Sauf cas particulier, les OPC appartenant à la catégorie 6 (OPC ESG « négatif ») sont exclus.

Actifs sous gestion :

Les actifs sous gestion (hors EUROTRADING) s'établissent à 1 663 M€ stables par rapport à 2023. Ces éléments se décomposent ainsi :

a. Gestion collective

Les encours de la gestion collective s'élèvent à 506 M€, en progression de 2 % depuis le début de l'année, soit une décollecte de -33 M€ et un effet marché de +43 M€.

b. Gestion sous mandat

Globalement les encours sous gestion en ce compris les allocations déléguées s'établissent à 1 157 M€ en baissent de 1 %. L'exercice 2024 se traduit par une décollecte de -90 M€ dont 34 M€ en ce qui concerne la gestion sous mandat proprement dite et -55 M€ en ce qui concerne les allocations déléguées. Cette décollecte est compensée par un effet marché positif.

Résultats financiers

Côté résultat, le chiffre d'affaires est en progression de 5.5 % à 12.3 M€. Les charges générales d'exploitation diminuent de 2 % par rapport à 2023.

Compte tenu d'une participation des salariés de 0.7 M€ et d'un impôt sur les sociétés de 1 M€, le résultat net 2024 s'établit à 2.7 M€ contre 1.7 M€ fin 2023.

Événements postérieurs à la clôture

En application de l'article L232-1 et NEP 560, nous portons les événements postérieurs à la clôture :

Les états financiers consolidés de SwissLife Banque Privée ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité. Aucun élément postérieur à la clôture n'a été constaté.

B. – Note sur les principes et méthodes comptables

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2024 sont établis selon les règles applicables en France et résultant :

- Du Code de Commerce (Loi du 30 avril 1983)
- Du Plan Comptable des établissements de crédit
- Du Règlement ANC 2020-01

Principes généraux

Au terme de l'article L-123 du Code de Commerce, les comptes annuels ont été établis suivant les principes comptables résultant de la réglementation en vigueur et plus particulièrement ceux de continuité de l'exploitation, de permanence des méthodes, de prudence, d'indépendance des exercices, en vue d'assurer régularité et sincérité et de donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entreprise.

Principes spécifiques

Les comptes annuels de la banque ont été établis conformément aux dispositions du règlement 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire et aux dispositions du règlement CRC 99-07 du 24 novembre 1999.

1) Conversion des opérations libellées en devises

Les créances et les dettes figurant au bilan sont évaluées au taux de change au comptant en vigueur à la clôture de l'exercice. Les produits et les charges enregistrés en monnaies étrangères sont convertis en euros au jour le jour.

2) Le portefeuille-titres

Classés dans le bilan en « titres à revenu fixe » et « titres à revenu variable », les titres sont comptabilisés et évalués suivant trois catégories : transaction, placement et investissement, selon le règlement 90-01 du Comité de la Réglementation Bancaire.

* Les titres de transaction (ou en juste valeur par le résultat)

Sont classés en titres de transaction dès lors qu'à l'origine l'établissement a l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme, ou qu'ils sont détenus par un établissement mainteneur du marché.

Dans la très grande majorité des cas, sont classés dans cette catégorie les positions issues d'erreurs dans l'exécution ou la gestion des comptes et ordres de bourse de la clientèle dans l'attente d'un dénouement qui intervient dans les jours suivants.

* Les titres de placement (ou disponibles à la vente)

Sont classés en titres de placement les titres acquis dans un objectif de revenu direct ou de plus-value. Ils regroupent les valeurs mobilières, en particulier les parts d'OPCVM, et les titres de créances négociables.

Ces titres sont inscrits au bilan à leur coût d'achat frais exclus.

A la clôture d'exercice, s'ils sont cotés, ces titres sont évalués sur la base du dernier cours connu, et dans le cas contraire, d'après leur valeur probable de négociation. Les parts d'OPCVM font l'objet d'une évaluation d'après leur dernière valeur liquidative connue et les éventuelles plus-values ne sont pas comptabilisées mais fiscalement réintégrées.

Seules les moins-values pour dépréciation sont constatées et enregistrées en compte de charges.

* Les titres d'investissement (ou titres conservés jusqu'à l'échéance)

Le critère unique et nécessaire est l'intention manifeste de détenir des titres jusqu'à l'échéance assorti de l'obligation de justifier de la capacité financière nécessaire pour les financer jusqu'à l'échéance.

Les principes d'évaluation des titres d'investissement demeurent inchangés. L'amortissement des primes et décotes se calcule désormais de façon actuarielle.

3) Titres de filiales

Ces titres sont inscrits au bilan pour leur valeur d'acquisition et sont évalués à leur valeur d'usage, c'est-à-dire en fonction de l'utilité qu'il procure à son détenteur et non de sa valeur marchande ou valeur vénale.

4) Immobilisations

4.1) Fonds de commerce

Le poste « fonds de commerce » résulte, d'une part, de l'apport par VIEL & Cie à SwissLife Banque Privée des activités de banque privée de Banque Privée Fideuram Wargny le premier septembre 2007 pour un montant de 4.816 K€, et d'autre part, de l'acquisition du fonds de commerce de la société Arpège Finances le 1^{er} septembre 2008 pour un montant de 5.414 K€. Ce fonds de commerce « Vendôme » est principalement composé de la clientèle de ces activités à la date de l'apport, notamment de tous les contrats, conventions de comptes et conventions accessoires à ces conventions, et passifs associés à ces clients, ainsi que des baux, droits de propriété industrielle et contrats d'assurance liés à ces activités.

Un test d'évaluation du fonds de commerce de SwissLife Banque Privée est réalisé, sur base consolidée, pour comparer cette valeur avec les montants inscrits à l'actif de SwissLife Banque Privée.

La banque, à partir de l'exercice 2016, a changé de méthode abandonnant la méthode retenue lors de l'acquisition des fonds de Banque Privée Fideuram Wargny et d'Arpège Finances et de la société de gestion Prigest au profit de celle préconisée par le règlement ANC 2015-06 basée sur les DCF. Le cas échéant, une provision sera passée si cette valeur est inférieure à la valeur nette de l'incorporel diminuée des impôts différés passifs éventuels en rapport avec ce portefeuille amortissable non encore repris en résultat. Les dotations aux amortissements ou aux provisions pour dépréciation sont exclues de l'assiette de l'impôt.

Sur l'impairment test SLBP (consolidé) :

Par suite de l'évolution de la méthodologie de valorisation de l'actif, une évaluation sur la valeur d'usage a été pratiquée pour chacun des fonds de commerce et comparée à son coût historique. Notons que ce coût historique peut avoir une valeur différente dans les comptes sociaux et consolidés.

Cette évaluation de la valeur d'usage par les DCF (règlement ANC 2015-06 Art 214-6) est basée sur les flux de trésorerie. Ces flux de trésorerie sont établis pour chacune des activités concernées par les différents fonds de commerce par les revenus qu'ils génèrent individuellement diminués ainsi des charges analytiques affectées à ce fonds de commerce en 2016, au MTP de 2025 jusqu'en 2027, puis actualisé à l'infini. Il n'est pas pris en compte une sortie de l'actif à l'issue des 10 ans. Le taux d'actualisation retenu lors du précédent impairment test avait été fixé sur celui du groupe à 10.30 % sur le résultat avant impôts.

Trois fonds de commerce sont inscrits dans les comptes consolidés.

Le fonds de commerce « Prigest » est constitué des OPCVM et des mandats Prigest (constituant le groupe d'actifs Prigest). Par exception, des charges normatives sont affectées à ce fonds de commerce pour déterminer sa valeur d'usage.

Le fonds de commerce SLGP est constitué de l'en-cours des mandats de gestion en comptes titres ou contrats d'assurance-vie, avenants de réorientation de l'épargne, comptes sous mandat de conseil et des OPCVM. Il ne tient pas compte des actifs issus de l'achat de la société PRIGEST, dont le fonds de commerce, résultant de la transmission universelle de patrimoine, est évalué séparément.

L'entité SLBP sociale doit être retraitée du métier de la TCC, dont le périmètre des revenus est identifié dans le MTP par le courtage et la conservation de SLAP (fonds euro et unités de compte) et SLAM, ainsi que la marge d'intérêts de la trésorerie. Ce traitement permet de déterminer le résultat avant impôt du fonds de commerce « Vendôme ».

Les valeurs d'usage des fonds de commerce SLGP et SLBP ainsi déterminées sont supérieures à leur coût historique.

Tous ces éléments ont permis d'aboutir à une fongibilité des deux activités et ainsi de procéder à une seule évaluation des fonds de commerces de SLGP selon les normes du règlement ANC 2015-06 expliqués ci-dessus.

Fongibilité de l'ensemble des fonds de commerce inscrit à l'actif de la filiale SwissLife Gestion Privée

A l'origine, comme indiqué ci-dessus, il existait bien deux activités et deux fonds de commerce associés : l'un lié à l'activité « historique » de SLGP, l'autre lié à l'activité de la société de gestion PRIGEST dont SLBP a pris le contrôle en novembre 2013. Du fait de la distinction de ces deux activités, il était procédé à un test de dépréciation séparé pour chacun de ces deux actifs incorporels.

Néanmoins ces trois dernières années SLBP et sa filiale se sont employées à rapprocher ces deux activités, notamment au travers des actions suivantes :

- Poursuite des contrats avec les banquiers privés ;
- Action de mise à jour des KYC des clients ;
- Intégration dans le processus de contrôles internes des risques (contrôle du respect des bornes des mandats : intégration des limites internes avec un suivi en comité des risques).

Ce test a déterminé une valeur supérieure à la valeur nette comptable de ces fonds de commerce et ne donne lieu à aucune dépréciation.

4.2) Immobilisations amortissables

Elles figurent à l'actif au coût historique, diminuées des amortissements cumulés, calculées sur la durée de vie estimée des biens concernés, selon le mode linéaire. Les taux utilisés sont les suivants :

- Agencements	De 12,50 à 20 %
- Mobiliers	De 10 à 20 %
- Machines et Matériels de bureau	De 20 à 33.33 %
- Logiciels	De 33 à 100 %
- Progiciels informatiques	De 10 à 33 %

Une dotation exceptionnelle est comptabilisée lorsque la durée d'usage d'une immobilisation est inférieure à sa durée d'amortissement.

4.3) Logiciels et activation de coûts internes

Les coûts de développement sont comptabilisés à l'actif s'ils se rapportent à des projets nettement individualisés, ayant de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale ou de viabilité économique pour les projets de développement pluriannuels. Selon le PCG, ceci implique, pour l'entité, de respecter l'ensemble des critères cumulés suivants :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente.
- l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre.
- la capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle.
- la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables.

L'entité doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité. Elle doit pouvoir, en outre, évaluer de manière suffisamment fiable les avantages économiques futurs attendus, la disponibilité de ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle, la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

L'ensemble de ces critères sont respectés par la banque.

5) Règles de provisionnement

Les charges et les produits bancaires sont comptabilisés dans l'exercice de leur rattachement. Les charges ou produits étalés sur plusieurs exercices sont comptabilisés par nature en charges à payer ou produits à recevoir.

Le risque crédit

En application du règlement ANC 2014-07, la banque classe en client douteux les clients dont le débit ou les échéances de crédit sont impayés depuis plus de 90 jours lorsque ces montants dépassent 1 000 € et ne sont pas couverts par des avoirs en titres.

En principe, la totalité des crédits étant couverts par une garantie réelle (Nantissement de contrats d'assurance vie – Nantissement de portefeuille titres, sûreté immobilière), les risques de crédit sont limités. Néanmoins lorsqu'une échéance est impayée, le service des engagements représente le prélèvement. En cas de second retour impayé, il relance au moyen d'une lettre recommandée avec AR.

Au troisième impayé, le compte est comptabilisé en créances douteuses, et le différentiel éventuel entre le solde résiduel du crédit – intérêts compris - et l'évaluation de la garantie est provisionnée en totalité.

Les soldes débiteurs de plus de 90 jours sont déclassés de créances saines à douteuses. Néanmoins, leur provisionnement étant individuel, si un solde débiteur est lié à des avoirs égaux ou supérieurs à cette créance, aucune créance n'est constituée.

6) Fonds pour risques bancaires généraux

Afin de couvrir de façon globale les risques bancaires généraux auxquels la banque pourrait être exposée, un fonds a été constitué de façon préventive.

Au 31 décembre 2024, il s'élève à 379 K€.

7) Provisions pour risques et charges :

Engagements sociaux

Ces engagements sont évalués par un cabinet d'actuariat spécialisé conformément aux dispositions correspondantes des règlements comptables applicables en France et notamment conformément à l'accord interprofessionnel du 18 mai 2009. Les engagements sociaux comptabilisés couvrent l'évaluation prospective (nette des couvertures par des contrats d'assurances) des coûts :

- des médailles du travail,
- des indemnités de fin de carrière (IFC) et de retraites

Le taux d'actualisation retenu pour les durées résiduelles d'activité supérieure à 10 ans est de 4.02 % (contre 3.80 % lors de l'exercice précédent).

La provision à la clôture 2024 s'établit à 894 K€ et a donné lieu à une dotation nette de 156 K€ au cours de l'exercice dont 87 K€ pour SLGP avec une dotation de 19 K€ en 2024. Cette dotation se justifie par la croissance des effectifs et de la masse salariale essentiellement dans SwissLife Banque Privée

Rappelons qu'en se basant sur la recommandation ANC 2013-02, SLBP et sa filiale SLGP ont décidé, en 2022, d'aligner le traitement de l'indemnité de fin de carrière sur le traitement réalisé en norme IFRS précité en la méthode qui conduit à étaler l'engagement uniquement à compter de la date à laquelle chaque année de services compte pour l'acquisition des droits à prestation, c'est-à-dire sur la période précédant l'âge de départ en retraite permettant d'atteindre le plafond.

Provision pour litiges salariés

Les litiges salariaux font l'objet d'une analyse individuelle. Une dotation nette de 113 K€ a été comptabilisée à la clôture de l'exercice 2024 principalement au niveau de la filiale SwissLife Gestion Privée.

Autres risques

Les litiges et contentieux sont analysés à leur naissance et sont présentés à un comité statuant sur la nécessité et le niveau de provision à constituer le cas échéant. Les risques liés à la clientèle s'établissaient à 1 151 K€ au 31/12/2024 avec une dotation nette de 10 K€.

Les charges liées au mécanisme de solidarité sont désormais couvertes par le Fonds bancaire de garantie des dépôts espèces et titres instauré par la loi n° 99-532 du 25 juin 1999, auquel la banque a versé les cotisations, dépôts et certificats d'association.

8) Engagements hors bilan et divers

Opérations sur instruments financiers à terme :

Durant l'exercice 2024, la société n'a effectué aucune opération pour compte propre sur les marchés à terme.

Les engagements reçus sont des contrats d'assurance vie en euro ou en unités de compte, des portefeuilles titres et le cas échéant des hypothèques de biens immobiliers. Ces sûretés viennent garantir des crédits, découverts accordés à la clientèle ainsi que des garanties données. D'un point de vue comptable, leur montant est plafonné au niveau des crédits et découverts accordés et des engagements donnés.

9) Comptabilisation des commissions reçues

En application de l'article 2171-1 de l'ANC, en particulier :

- Les commissions basées sur les opérations sont comptabilisées à la date de transaction ou d'émission du titre et ne font pas l'objet d'étalement. Il s'agit par exemple des commissions de mouvement sur les valeurs mobilières, les droits d'entrée sur les OPC ;
- Les commissions attachées à un encours ou une période telles que « les commissions d'encours sur OPC, les droits de garde et assimilés » sont étalées sur la période de référence ;
- En ce qui concerne les produits structurés créés par le service Wealth Management de SwissLife Banque Privée, une commission dite « up front » est perçue à l'émission de l'EMTN. Son existence vise à rémunérer le travail de recueil des besoins du client, le travail de conception et d'appel d'offre ainsi que la rémunération du circuit de distribution. Pour des produits dits « de campagne » visant un public plus large et représentant une enveloppe plus importante que les produits ciblés dits « sur mesure », une commission d'encours dite « on going » est perçue à chaque date anniversaire du produit et ce tout au long de la durée de vie du produit. Il vise à assurer un revenu récurrent aux distributeurs pour l'essentiel les réseaux de la compagnie d'assurance SwissLife Assurance et Patrimoine tout au long de la durée de vie du produit.

10) Consolidation et intégration fiscale

Un groupe d'intégration fiscale a été créé en 2008 entre SWISSLIFE BANQUE PRIVEE et SWISSLIFE GESTION PRIVEE. Les sociétés LA BANQUE D'AFFAIRES créée en 2021 et qui a clôturé son premier exercice au 31/12/2022 ainsi que SLBP REAL ESTATE ont été intégrées au périmètre de consolidation. Celle-ci n'ayant pas eu d'activité depuis sa création, son impact sur les comptes consolidés est nul. Cette filiale n'a pas été intégrée au périmètre d'intégration fiscal dont SwissLife Banque Privée est tête de groupe.

Le groupe SWISSLIFE BANQUE PRIVEE tel que décrit ci-dessus est consolidé par intégration globale par le groupe SWISSLIFE et par mise en équivalence par le groupe VIEL.

11) Honoraires des commissaires aux comptes

Au titre de l'exercice 2024, le budget total des commissaires aux comptes s'établit à 194 K€ HT dont 158,2 K€ HT pour SwissLife Banque Privée répartis entre 94,9 K€ H.T pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et 63,3 K€ H.T. pour le cabinet Caillau Dedouit et Associés. et 36 K€ HT pour SwissLife Gestion Privée audité uniquement par le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit. Ceci ne comprend pas les honoraires de commissariat aux comptes des OPCVM SLGP.

12) Engagements et opérations avec les entreprises liées

En application du règlement 2010.05 du 7 octobre 2010 relatif aux transactions entre parties liées et aux opérations non inscrites au bilan modifiant le règlement du Comité de la réglementation comptable n°91-01 relatif à l'établissement et à la publication des comptes individuels des établissements de crédit, les dits éléments sont présentés dans les annexes suivantes au point 17.

C. – Périmètre de consolidation

Société	Capital (En milliers d'euros.)	Réserve et report à nouveau (En milliers d'euros.) Incl. Prime d'émission	Résultat (En milliers d'euros.)	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation
SWISSLIFE BANQUE PRIVEE	37 902	78 141	43 706	100 %	100 %	Société mère
SWISSLIFE GESTION PRIVEE	277	15 977	2 736	99.95 %	99.95 %	IG
SLBP Real Estate	10	-1	0	100 %	100 %	IG
LA BANQUE D'AFFAIRES	10	-1	0	50 %	50 %	IP
SWISSLIFE GESTION DE FORTUNE	50	0	0	50 %	50 %	IP

Durant l'exercice 2024, la société SWISSLIFE GESTION DE FORTUNE a été créée en partenariat avec la compagnie d'assurance SWISSLIFE ASSURANCE ET PATRIMOINE. Cette filiale a débuté son activité au quatrième trimestre 2024 et terminera son premier exercice au 31/12/2025. Ses comptes non significatifs n'ont pas été intégrés au 31/12/2024 dans la consolidation du groupe

Note n°1. – Détail du portefeuille titres au 31 décembre 2024

Nature des titres	Revenus fixes	Revenus variable	Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
Titres reçus en pension livrée	-	0	0	0
Actions et autres titres à revenu variable			0	0
Obligations françaises cotées/Ets de crédit	0			
Obligations françaises cotées/Clientèle				
Créances rattachées				
Total créances à terme	0	0	0	0
Titres de transaction	0	0	0	0
OPCVM français de capitalisation				
OPCVM en devise étrangère		0	0	0
Actions françaises cotées		0	0	0
Actions étrangères cotées				
Obligations françaises	0		0	0
Titres de placement	0	1	1	275
OPCVM monétaires français de capitalisation non cotés		221	221	199
OPCVM français diversifiés non cotés				
OPCVM actions non cotés				
Actions étrangères cotées		0	0	224
(-) Provision pour dépréciation	-	-220	-220	-148
Obligations				
Titres de créances négociables				
Créances rattachées				
Titres d'investissement				
Titres de créances négociables				
Titres non cotés				
Coupons courus				
Total portefeuille titres	0	1	1	275

Les OPCVM obligataires non cotées sont des parts de cantonnement de FCP SLGP rachetés à des clients dans le cadre de litiges. Ils sont évalués à la valeur de marché et font donc l'objet d'une provision pour dépréciation de 220 K€.

Les warrants qui constituaient le portefeuille d'actions étrangères au 31/12/2023 sont arrivés à échéance en cours d'année 2024.

Pour des raisons de solvabilité, la banque n'avait plus de positions sur des OPCVM monétaires.

La banque n'avait pas de position significative sur compte erreurs à la clôture de l'exercice 2024.

Les EMTN souscrits par les clients, mais non encore enregistrées dans leur portefeuille ne constituent pas des positions pour compte propre. Aussi, la banque comptabilise ces opérations en compte d'attente en s'assurant du dénouement dans les jours suivants leur enregistrement.

Note n° 2. – Echancier des créances au 31 décembre 2024

Nature (En milliers d'euros.)	Montant	Inférieure à 3 mois	Inférieure à 1 an	Inférieure à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Rappel 2023
Caisse banque centrale CCP	1 497 336	1 497 336				1 656 387
Créances sur établissements de crédit						
A vue	79 043	79 043				107 325
A terme	0		0			
Créances rattachées	500	500				746
Total créances établissements de crédit	79 543	79 543	0	0	0	108 071
Créances sur la clientèle						
Vis à vis de la clientèle non apparentée						
Prêts à taux fixe	0					
Prêts à taux variable ou révisable	1 410 378	0	70 044	619 554	720 780	1 303 091
Autres comptes débiteurs sains	27 880	19 738	392	3 761	3 988	23 299
Créances douteuses (nettes)	30 502	1 388	1 283	451	27 380	38 492
Intérêts courus	4 735	4 735				4 860
Autres créances sur la clientèle	1 043	1 043				
Total créances clientèle	1 474 538	26 904	71 719	623 766	752 148	1 369 742
Titres à revenu variable						
Titres de transaction	0					
Titres de placement	1	0		1		106
Total titres à revenu variable	1	0	0	1	0	106
Titres à revenu fixes						
Titres de transaction	0					
Total titres à revenu fixe	0	0	0	0	0	
Total	3 051 417	1 603 783	71 719	623 767	752 148	3 134 307

Note n° 2 bis. – Variation des provisions pour créances douteuses

(En milliers d'euros.)	31/12/2023	Dotations	Reprises Utilisées	Reprises Non utilisées	31/12/2024
Provision pour compte ordinaire	363	147		87	423
Provision pour prêts	1 604	1 473			3 077
Total	1 967	1 620		87	3 500

Les crédits classés comme douteux présentent des garanties suffisantes pour assurer leur recouvrabilité. Néanmoins, l'un des indemnités et autres intérêts courus liés à un crédit ont été provisionnés pour des motifs juridiques.

Note n° 3. – Echancier des dettes au 31 décembre 2024

Nature / Echéance (En milliers d'euros.)	Montant	Inférieure à 3 mois	Inférieure à 1 an	Inférieure à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Rappel 2023
Dettes vis à vis d'Etablissements de crédit						
Lignes interbancaires à taux variable						
Intérêts courus						
Comptes ordinaires créditeurs	381	381				52
	381	381				52
Dettes vis à vis de la clientèle						
Comptes à régime spécial	20 112	20 112				15 852
Comptes ordinaires créditeurs	1 703 356	1 703 356				1 873 296
Comptes à terme	933 602		571 500	360 102	2 000	684 266
Autres dettes vis-à-vis de la clientèle	509	509				726
Intérêts courus	13 660	13 660				21 943
	2 671 239	1 737 637	571 500	360 102	2 000	2 596
Emissions de titres de créances négociables						
Vis à vis de sociétés apparentées						
Autres contreparties	0					0
Intérêts courus						

	0					0
Emprunts subordonnés	13 000				13 000	0
Emprunt à terme	24	24				0
Intérêts courus	13 024	24			13 000	0
Total	2 684 644 364	1 738 042 348	571 500 000	360 102 016	15 000 000	2 596 135

Les comptes ordinaires créditeurs de 1,7 M€ représentent, pour l'essentiel, les comptes d'OPCVM gérés par le groupe SWISSLIFE FRANCE, ainsi que des comptes ordinaires créditeurs et des comptes des sociétés du groupe.

L'augmentation des comptes à termes s'explique par la recherche de financements auprès de corporates afin d'accompagner la croissance du portefeuille de crédit et combler la baisse des comptes ordinaires de la clientèle privée. Pour partie, ils remplacent des comptes ordinaires bloqués.

Les autres dettes vis-à-vis de la clientèle sont principalement constituées d'avis à tiers détenteur.

Un prêt subordonné à durée déterminée a été accordé par SWISSLIFE ASSURANCE ET PATRIMOINE pour une durée de 10 ans amortissable au bout de 5 ans en prévision de l'impact du règlement CRR3 sur le ratio de solvabilité de la banque à partir de 2025.

Note 4. – Immobilisations incorporelles et corporelles

Note 4.1. – Immobilisations incorporelles

Montants bruts (En milliers d'euros.)	31/12/2023	Acquisitions	Cessions / transferts	Autres variations	31/12/2024
Immobilisations incorporelles	15 751	126			15 876
Immobilisations en cours	0	3			3
Fonds de commerce	13 299				13 299
Portefeuille de clientèle	13 643				13 643
Ecart d'acquisition non amortissable	8 349				8 349
Immobilisations brutes	51 042	129	0	0	51 170

Amortissements (En milliers d'euros.)	31/12/2023	Dotations	Reprises	Autres variations	31/12/2024
Immobilisations incorporelles	-15 242	-259			-15 501
Immobilisations en cours	0				0
Portefeuille de clientèle	-13 640				-13 640
Amortissements	-28 882	-259	0	0	-29 141
Montants nets	22 160				22 030

Le critère retenu de comptabilisation des coûts de projet en immobilisation sont principalement les suivants :

- la dépense est directement affectable au projet
- elle est postérieure au lancement du projet et antérieure à la mise en service du logiciel
- elle n'est pas relative à de la formation ou de la documentation

Le fonds de commerce est constitué par l'activité de banque privée apportée à SwissLife Celui-ci concourt au maintien et au développement de l'activité de banque privée.

Le portefeuille de clientèle Prigest est réputé d'une durée limitée conformément à l'article 3 du règlement ANC 2015-06. Il est amorti sur une durée de 10 ans à compter du 1^{er} janvier 2014.

Note 4.2. – Immobilisations corporelles

Montants bruts (En milliers d'euros.)	31/12/2023	Acquisitions	Cessions / transferts	Autres variations	31/12/2024
Immobilisations en cours	0	55			55
Œuvre d'art	116				116
Matériel informatique	3 358	148	56	308	3 758
Mobilier de bureau	1 105	113		-308	910
Agencements installations	3 590	139			3 730
Matériel téléphonique	53				53
Matériel de transport	22				22
Immobilisations brutes	8 244	455	56	0	8 643

Amortissements (En milliers d'euros.)	31/12/2023	Dotations	Reprises	Autres variations	31/12/2024
Matériel informatique	-2 675	-338	-42		-2 971
Mobilier de bureau	-645	-71			-716
Agencements et installations	-2 961	-310			-3 270
Matériel téléphonique	-52				-52
Matériel de transport	-22				-22
Amortissements	-6 354	-719	-42	0	-7 030
Montants nets	1 890				1 613

Le parc de PC portable a été entièrement renouvelé en 2024 et le matériel vendu aux collaborateurs.

Du matériel informatique a par ailleurs été acquis dans le cadre de la maintenance en condition opérationnelle ainsi que pour des conditions de cybersécurité.

De nouvelles immobilisations ont été acquises dans le cadre du réaménagement d'une partie des locaux antérieurement sous-loués pour accompagner la croissance des effectifs de la banque.

Note 5. – Détail des comptes « Autres actifs », « Autres passifs », « comptes de régularisation »
et impôts différés au 31 décembre 2024

(En milliers d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Autres actifs	31 155		63 479	
Comptes sociétés de bourse	3 516		5 683	
Compte de stockage	11 402		48 710	
Dépôts et cautionnements	2 146		2 200	
Débiteurs divers	8 575		3 499	
Créances sur le Trésor	677		385	
Impôts différés actifs	4 839		3 001	
Autres passifs		203 942		424 929
Titres à revenus variables vendus		0		0
Sociétés de Bourse		149 767		260 164
Compte de stockage		49 227		152 212
Dépôt de la clientèle		0		0
Dettes sur le Trésor Public		1 107		2 002
Impôt sur les sociétés		0		6 674
Dettes sociales		1 057		911
Fournisseurs et comptes rattachés		1 911		2 082
Impôts différés passif		0		0
Autres dettes		873		884
Comptes de régularisation	20 291	56 137	22 403	49 066
Charges/produits constatés d'avance	2 030	1 427	1 489	957
Commissions à recevoir	17 487		19 805	
Charges à payer		43 483		44 581
Compte de régularisation divers	774	11 226	1 109	3 528

Le compte de stockage est lié à l'activité sur les produits structurés : à l'actif il représente le montant payé à l'émetteur mais non encore affecté à un client même si celui-ci est connu ; au passif il s'agit des fonds reçus par des clients (principalement de SwissLife Assurance et Patrimoine et SwissLife Assurance Retraite) sur des produits déjà souscrits mais non encore émis et réglés à l'émetteur.

Les dépôts et cautionnements sont liés d'une part aux opérations différents fonds de garantie de place et d'autre part aux dépôts de garantie des différents baux commerciaux.

Les débiteurs divers sont principalement constitués des factures clients pour 8,3 M€.

Durant l'exercice 2024, la créance sur l'IRS pour 810 K€ a été comptabilisée en perte et la provision correspondante reprise.

Ceci constitue l'essentiel de la variation des créances d'exploitation douteuses.

Les actifs d'impôts différés sont expliqués ci-après dans la note 5.2.

Parmi les commissions à recevoir, celles relatives aux produits structurés représentent 9 M€ dont plus de 6 M€ seront facturés au premier trimestre 2025.

SWISSLIFE BANQUE PRIVEE société tête de groupe d'intégration fiscale a payé plus d'acompte d'impôt sur les sociétés qu'elle n'en doit ce qui se traduit par une créance sur le trésor.

Parmi les commissions à recevoir, celles relatives aux produits structurés représentent 13.1 M€ dont plus de 7.1 M€ seront facturés au premier trimestre 2024.

Côté passif, les autres dettes sont constituées pour l'essentiel d'une dette à l'égard de SWISSLIFE ASSURANCE ET PATRIMOINE pour 810 K€.

Parmi les charges à payer figurent des charges liées au personnel pour 24.4 M€, des charges liées aux produits structurés pour 13 M€ dont 8.9 M€ seront payées au premier trimestre 2024.

Note 5.2. – Variation des impôts différés

Montants bruts (En milliers d'euros.)	31/12/2023	Augmentation	Diminution	31/12/2024
Actif	3 003	72	0	3 075
Impôt différé sur différence temporaire	2 847	32		2 879
Impôt différé sur indemnité de fin de carrière	156	40		196
Passif	0			0
Impôt différé passif lié au goodwill	0			0

Les impôts différés sur différences temporaires sont liés principalement aux bonus non avenantés qui ne sont déductibles que l'année de leur paiement.

Note n° 6. – Opérations avec le groupe

(En milliers d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	Amont	Aval	Amont	Aval
Actif	433	17 176	1 322	279
Créances sur les établissements de crédit	0	0	0	0
Créances sur la clientèle	433	17 176	1 322	279
Dépôts de garantie versés	0		0	0
Passif	1 813 859	21 356	1 725 293	22 130
Dettes envers les établissements de crédit		0		0
Comptes créditeurs de la clientèle	1 813 859	21 356	1 725 293	22 130
Dépôts de garantie reçus	0	0	0	0
Hors bilan	300 145	0	300 145	0
Engagement de garantie donné	145		145	
Engagement de garantie reçu	300 000		300 000	

AMONT : Société mère et sociétés apparentées

AVAL : Filiales et participations

Les comptes créditeurs de la clientèle comprennent 190 M€ de comptes à terme.

L'essentiel du solde des comptes créditeurs à vue est constitué par les OPCVM de SLAM.

La garantie reçue concerne une garantie de liquidité donnée par SwissLife Assurances et Patrimoine.

Note n° 7. – Provisions pour risques et charges

(En milliers d'euros.)	31/12/2023	Dotation	Reprises Utilisées	Reprises Non utilisées	Autres variations	31/12/2024
Provision pour risque juridique						
Provision risque clientèle	1 142	350	140	200		1 152
Frais liés à la réglementation						
Provision pour litiges sociaux	1 471	1 276	124	1 039		1 584
Autres provisions pour risques et charges	58					58
Total provision pour risques et charges déductibles	3 461	1 626	264	1 239	0	2 794
Indemnités de fin de carrière	737	156				893
Total provision pour risques et charges non déductible	748	156	0	0	0	893
Provisions pour risques et charges	3 408	1 782	264	1 239	0	3 687

La dotation de 350 K€ pour risque lié à la clientèle est liée à une assignation de la société SWISSLIFE GESTION PRIVEE
 La reprise utilisée est liée à un litige provisionné en 2023 pour 550 K€
 La reprise non utilisée est liée au gain d'un très ancien procès avec un client particulier de SWISSLIFE BANQUE PRIVEE
 La reprise non utilisée sur litiges sociaux est en rapport avec un litige ancien avec des salariés qui ont été déboutés pour tout ou partie de leurs réclamations
 Une provision pour charge a été dotée en rapport avec le licenciement d'un salarié doté d'une ancienneté importante
 Les principaux paramètres retenus pour le calcul de l'engagement retraite sont les suivants :

- taux d'actualisation 4.02 %
- taux d'inflation 2.5 %
- type de départ à la retraite 100 % départ volontaire
- âge de fin de carrière : cadres entre 62 et 64 ans, non cadres 62 ans (selon année de naissance)

Note n° 8. – Bilan en devises

Solde en contrevaletur des postes du bilan en devis (En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Actif		
Liquidités	41 364,5	38 440,8
Crédits et découverts	120,9	0,0
Titres de transaction	0,0	0,0
Autres actifs	34,4	40,6
Position de change	5,9	
Total actif	41 525,7	38 481,4
Passif		
Liquidités	11,2	0,0
Comptes créditeurs de la clientèle	41 503,4	38 454,7
Autres passifs	11,1	16,1
Position de change		10,7
Total passif	41 525,7	38 481,4

Note n° 9. – Tableau de passage des Fonds Propres sociaux aux fonds propres consolidés 2024

(En milliers d'euros.)	SLBP	SLGP	REAL ESTATE	LA BANQUE D'AFFAIRES	Cumul	Elimination des titres	Autres variations	Fonds propres consolidés
Capital social	37 902	277	10	5	38 194	-292		37 902
Prime d'émission d'actions	19 835	7 029			26 864	-7 029		19 835
Quote-part de situation nette (réserve)								
Dividende								
Réserves sociales	8 230	28			8 258	-8 258		0
Réserves consolidées						75 494		75 494
Report à nouveau	42 377	8 920	-1		51 297	-51 297		0
Résultat	43 482	2 959			46 441	-1 608		44 833
Sous-total capitaux propres	151 827	19 213	9	5	171 054	7 010		178 064
Titres de participation	-10 826				-10 826	10 826		0
Ecart d'acquisition (Fonds de commerce)								0
Fonds propres nets	141 001	19 213	9	5	160 228	17 836	0	178 064

Note 9bis. – Tableau de variation des fonds propres consolidés

(En milliers d'euros.)	Fonds propres consolidés 2023	Affectation résultat	Augmentation de capital	Résultat des sociétés consolidés	Autres variations	Fonds propres consolidés 2024
Capital social	37 902					37 902
Prime d'émission d'actions	19 835					19 835
Réserve	66 120	9 374				75 494
Résultat	46 827	-46 827		44 833		44 833
Distribution		37 452				
Total	126 826	0	0	44 833	0	178 064

Le capital social est composé de 2.368.880 actions ordinaires. Ainsi, le résultat consolidé par action est de 18.93 €.

Note n°10. – PNB consolidé

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Produits bruts d'intérêts	108 407	102 993
Charges d'intérêts	-69 696	-63 320
Revenu des titres à revenu variable	11	10
Commissions (produits)	190 608	164 408
Commissions (charges)	-101 762	-77 392
Gains/pertes nets sur opérations de négociations	41	-64
Gains nets sur opérations de portefeuilles de placement	1 071	1 734
Autres produits d'exploitation bancaire	1 483	1 463
Total produit net bancaire	130 162	129 830

L'augmentation de la marge d'intérêts est liée à celle de l'encours de crédits (+65 M€) avec une marge augmentant légèrement grâce à de meilleurs spread. L'augmentation de la marge d'intérêts est liée à une amélioration du spread de crédit. La baisse des taux amorcée en 2024 améliore temporairement la marge de crédit à taux révisable quand le refinancement est à taux variable, mais dégrade la rentabilité des dépôts clients qui baissent par ailleurs.

Les commissions nettes sont en légère hausse malgré la révision des marges à la baisse sur les produits structurés. L'activité record en ce domaine explique la forte hausse des commissions brutes le taux de rétrocession est plus élevé qu'en 2023. Les commissions d'assurance sont quant à elle en hausse de 1.1 M€. Les produits de la conservation augmentent de 0.8 M€ et le courtage de 0.9 M€. Les commissions liées à l'activité de corporate finance augmentent de 0.7 M€. Enfin, la baisse des commissions sur OPCVM externes n'est que partiellement compensée par la hausse des OPCVM SLGP.

Les gains sur opération de portefeuille sont liés au placement de la trésorerie sur des OPCVM monétaire de premier rang. Ceci a de nouveau été rendu possible par le niveau élevé des taux à court terme rendant attractif ces placements.

Les autres produits d'exploitation bancaires sont constitués pour l'essentiel des revenus de la conservation des OPCVM de SLAM.

Note n°10 bis. – Information sectorielle

SwissLife Banque Privée et sa filiale SwissLife Gestion Privée réalisent plus de 90 % de leurs opérations et de leurs revenus avec une clientèle résidente. Sa seule représentation commerciale est située au siège social à Paris. La banque ne porte pas de risques de change que de façon très accessoire ou très occasionnelle. Dès lors, les critères qui pourraient être retenus pour une information sectorielle (zone géographique, exposition à un éventuel risque sur une ou plusieurs devises...) ne permettraient pas de fournir une information significative et efficiente sur l'activité de la banque et de sa filiale.

Note n°11. – Détail des charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Charges de personnel	40 977	39 980
Charges administratives	24 673	22 318
Impôts et taxes	1 211	1 240
Autres produits et charges nets d'exploitation		1
Frais généraux refacturés et transferts de charges	-286	-223
Amortissements et provisions sur immobilisations	977	2 709
Total charges d'exploitation	67 552	66 024

Les charges de personnel augmentent de plus de 1.5 M€ du fait d'une hausse des effectifs moyens de 10 %. Une analyse plus détaillée est fournie ci-dessous en note 12.

La hausse des charges administratives s'explique essentiellement par trois éléments :

- une hausse des coûts de projets de 1.1 M€
- une hausse des frais d'avocats, conseils et consultants pour 1.5 M€ dans les domaines notamment de risque et conformité, recrutement, et finances.
- une hausse des coûts informatiques de 0.5 M€ liés notamment au renforcement de la sécurité
- une baisse des coûts marketing de 0.3 M€

Les impôts et taxes sont stables en rapport avec le PNB.

Les amortissements restent stables et portent essentiellement sur des immobilisations incorporelles dont le portefeuille de la clientèle issue de la société Prigest est amorti sur 10 ans soit une charge de 1.3 M€ par an jusqu'en 2023.

Les charges refacturées baissent du fait d'un contentieux avec un sous-locataire.

Note n°12. – Détail des charges de personnel

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Salaires	20 095	19 313
Participation des salariés y compris abondement et participation exceptionnelle	3 975	3 690
Intéressement	2 711	3 557
Charges sociales (y compris charge sur participation et intéressement)	9 973	10 626
Dont charges de retraites	1 977	1 714
Charges fiscales	3 620	2 771
Dotations/Reprises nettes sur provisions pour risques et charges	244	-267
Indemnités diverses	360	290
	40 977	39 980

Comme indiqué précédemment les salaires augmentent du fait de la croissance des effectifs.

L'épargne salariale diminue malgré des résultats stables du fait de la diminution de la surperformance par rapport au budget en 2024 vs 2023.

Les charges sociales diminuent facialement mais sont liées à un reclassement de charges sociales en charges fiscales dans la filiale SWISSLIFE GESTION PRIVEE.

Les dotations reprises sont stables malgré d'importants mouvements de dotation et de reprises. Ceci est détaillé dans le tableau de variation des provisions pour risques et charges expliquée en note 7 ci-dessus.

Note n° 13. – Statut du personnel

	Hommes	Femmes	Total 2024	Total 2023
Cadres	105	72	177	159
Non cadres	23	24	47	46
Cadres dirigeant	4	1	5	
Total	132	97	229	205

Note n° 14. – Rémunération des dirigeants et mandataires sociaux

L'information concernant la rémunération des dirigeants et mandataires sociaux n'est pas communiquée dans la mesure où elle conduirait à communiquer des informations individuelles. Néanmoins, il est à noter que le Directeur Général est salarié de la SwissLife France, et est refacturé pour toute sa rémunération à SwissLife Banque Privée.

Note n°15. – Détail du coût du risque

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Gains et perte nettes sur créances irrécouvrables et sur litiges avec la clientèle	1 074	-323
Dotation nette aux provisions pour risques et charges	350	630
Reprise nette aux provisions pour risques et charges	340	346
Dotation nette de provision pour créances douteuses	-744	851
Reprise nette de provision pour créances douteuses		
Coût du risque	340	812

Les débiteurs irréguliers sont classés en créances douteuses au-delà de 90 jours, et font l'objet d'une dotation dès lors que le risque d'irrécouvrabilité est avéré. Les pertes nettes sur créances irrécouvrables sont liées à une dette d'exploitation très ancienne provisionnée à 100 % pour 810 K€. Les dotations aux provisions pour risques et charges sont liées à l'assignation de la filiale SWISSLIFE GESTION PRIVEE par un client institutionnel. Les reprises de provision pour risques et charges sont liées d'une part à un litige client né en 2021 et classé sans suite et d'autre part à une reprise utilisée dans le cadre d'un litige né et provisionné en 2023 dans SWISSLIFE BANQUE PRIVEE.

Note n° 16. – Impôts sur les sociétés

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Résultat consolidé avant IS	63 918	62 994
Résultat d'intégration fiscale	62 743	69 418
IS théorique	16 510	16 271
IS comptabilisé	17 404	16 167

L'écart entre le résultat consolidé avant IS et le résultat d'intégration fiscale provient essentiellement du remboursement spontané de crédits d'impôts recherche déduits les années précédentes pour un total de 1.3 M€ et jugés après une nouvelle analyse non totalement fondée. Ceci n'a donné lieu qu'au paiement d'une très faible pénalité au titre des intérêts de retard.

Note 16 bis. – Tableau de passage IS théorique / IS comptabilisé

(En milliers d'euros.)	31/12/2024
IS théorique	16 510
IDP sur amortissement du portefeuille Prigest	0
IS sur retraitements permanents	45
Crédit d'impôt	
Autres écarts	
IS comptabilisé	16 555

Parmi les retraitements permanents, on retrouve le fonds de résolution unique (FRU) pour 1362 K€ et l'amortissement du fonds de commerce Prigest pour 1705 K€. Ce dernier génère néanmoins un produit d'impôt différé pour 352 K€.

Parmi les crédits d'impôts figurent des crédits d'impôt recherche pour 446 K€

Note n° 17. – Détail des opérations avec les parties liées (article 2 du règlement n° 2010-04)

Note n° 17-1. – Liste des transactions conclues avec les parties liées

Parties liées	Nature de la relation avec la partie liée	Montant des transactions en produit (En milliers d'euros.)		Montant des transactions en charge (En milliers d'euros.)	
		Exercice 2024	Exercice 2023	Exercice 2024	Exercice 2023
SwissLife Assurance et Patrimoine	Conservation d'un portefeuille de valeurs mobilières	4 555	3 971		
SwissLife Prévoyance et Santé	Conservation d'un portefeuille de valeurs mobilières	116	90		
SwissLife Assurance de Biens	Conservation d'un portefeuille de valeurs mobilières	87	72		
SwissLife Assurance Retraite	Conservation d'un portefeuille de valeurs mobilières	1 657	1 385		
SwissLife Assurance et Patrimoine	Commissions de mouvement	4 101	3 093		
SwissLife Prévoyance et Santé	Commissions de mouvement	114	77		
SwissLife Assurance de Biens	Commissions de mouvement	59	77		
SwissLife Assurance et Patrimoine	Rétrocession de commissions d'assurance	4 361	3 408		
SwissLife Assurance et Patrimoine	Commissions de conseil	210	84		
SwissLife Assurance et Patrimoine	Intérêts sur dépôt à terme			8 582	8 049
SwissLife Assurance et Patrimoine	Rétrocessions de produits structurés			81 331	60 850
SwissLife Assurance Retraite	Rétrocessions de produits structurés			10 643	6 817

Note n° 17-2. – Liste des opérations non inscrites au bilan

Parties liées	Nature de la relation avec la partie liée	Montant des transactions réalisées avec la partie liée (En milliers d'euros.)		Autres informations
		Exercice 2024	Exercice 2023	
MA SANTE FACILE	ORIAS	115	115	
MA SANTE FACILE	Garantie de Loyer	0	0	
AGAMI	Garantie de Loyer	30	30	
SLAP	Garantie de Liquidité	300 000	300 000	

IV. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société SwissLife Banque Privée relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation. L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Evaluation des dépréciations pour risque de crédit sur les encours de crédits à la clientèle

Risque identifié

SwissLife Banque Privée est exposée au risque de crédit qui résulte de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers.

Comme indiqué dans la note 5 – Règles de provisionnement de l'annexe, la banque constitue des dépréciations pour couvrir le risque de crédit.

Nous avons considéré que l'évaluation des dépréciations pour risque de crédit était un point clé de l'audit étant donné qu'elles constituaient une estimation significative pour l'établissement des comptes, et font appel au jugement de la direction, en particulier en ce qui concerne la valorisation des garanties.

Les dépréciations sur les créances de la clientèle sont présentées dans la note n°2 bis de l'annexe aux comptes consolidés et s'élèvent au 31 décembre 2024 à 3,5 M€.

Procédure d'audit mises en œuvre face aux risques identifiés

Face à ce risque, nos travaux ont notamment consisté à

- Prendre connaissance du processus d'évaluation de ces dépréciations ainsi que des procédures de contrôle interne portant sur l'identification des indicateurs de dépréciation ;
- Tester l'efficacité des contrôles clés mis en œuvre par la banque relative à ces procédures ;
- Examiner les modalités d'estimation de la valeur des garanties ;
- Vérifier les calculs de dépréciation sur la base d'un échantillon de dossiers ;
- Réaliser des procédures analytiques sur l'évolution des encours et des dépréciations.

Nous nous sommes également assurés du caractère approprié des informations présentées dans les notes annexes.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Suisse – Banque (France) (devenue en 2008 SwissLife Banque Privée) par l'Assemblée Générale du 31 mars 2003 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et par l'Assemblée Générale du 28 mai 2021 pour le cabinet Cailliau Dedouit et Associés.

Au 31 décembre 2024, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 22^{ème} année de sa mission dans interruption et le cabinet Cailliau Dedouit Associés dans la 4^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 6 mai 2025
Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Amel HARDY-BEN BDIRA

Cailliau Dedouit et Associes
LAURENT BRUN

V. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.